



**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
(ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE)  
DE VERALLIA**

Mercredi 10 juin 2020, à 14 heures

31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie

**BROCHURE DE CONVOCATION**

*Avertissement : Dans le contexte exceptionnel de la crise du Covid-19 et des mesures sanitaires et légales mises en œuvre afin de freiner la propagation du virus sur le territoire français, la Société a pris la décision, conformément aux dispositions de l'Ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées générales et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19, de tenir l'Assemblée Générale des Actionnaires au siège social de la Société à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des autres personnes ayant le droit d'y assister.*

*Compte tenu de cette décision, et de l'impossibilité en résultant pour les actionnaires de voter lors de la séance ou de poser des questions en séance, la Société invite les actionnaires à utiliser tous les moyens mis à leur disposition pour exprimer leur vote préalablement à ladite Assemblée Générale, soit par le biais (i) de la plateforme de vote électronique VOTACCESS, (ii) d'un bulletin de vote envoyé par voie postale, ou (iii) d'un pouvoir donné au président de l'Assemblée Générale.*

*L'assemblée générale fera l'objet d'une retransmission par voie de transmission audio en direct, permettant aux actionnaires d'en suivre le déroulé et accessible au lien suivant : [https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610\\_1/](https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610_1/)*

*Compte tenu de l'évolution permanente de la situation, la Société invite les actionnaires à consulter régulièrement les pages dédiées à l'Assemblée Générale sur le site Internet de la Société (<https://www.verallia.com/investisseurs/information-reglementee>).*

## **VERALLIA**

Société anonyme au capital de 400 171 523,96 euros  
Siège social : 31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie  
812 163 913 R.C.S. Nanterre

### **Sommaire**

I. Mot du Président-Directeur général.....	3
II. Convocation à l'assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) des actionnaires de Verallia du 10 juin 2020 et ordre du jour de cette assemblée.....	4
III. Dispositions générales pour participer à l'assemblée générale mixte des actionnaires.....	5
IV. Formulaire unique de pouvoir et de vote par correspondance.....	10
V. Gouvernance.....	11
VI. Exposé sommaire de la situation de la Société au cours de l'exercice 2019.....	13
VII. Résultats de Verallia au cours des cinq derniers exercices.....	21
VIII. Résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 10 juin 2020.....	22
IX. Tableaux des autorisations financières.....	52
X. Demande d'envoi de documents et renseignements légaux.....	59

## I. Mot du Président-Directeur général



Chers Actionnaires,

J'ai le plaisir de vous faire part de la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires de Verallia qui se tiendra le mercredi 10 juin 2020 à 14 heures au siège social de la société Verallia, 31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie.

Cette Assemblée Générale sera la première depuis l'introduction en bourse de Verallia sur Euronext Paris en octobre 2019. Compte tenu des mesures de limitation des rassemblements liées à l'épidémie de Covid-19, elle se tiendra exceptionnellement cette année hors la présence physique des Actionnaires et autres personnes ayant le droit d'y assister. Je regrette que cet événement important pour notre Groupe et pour vous, nos Actionnaires, ne puisse se tenir avec présence physique et vous remercie pour votre compréhension. L'Assemblée Générale fera toutefois l'objet d'une retransmission par voie de transmission audio en direct accessible au lien suivant : [https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610\\_1/](https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610_1/), vous permettant ainsi de suivre le déroulé de l'Assemblée Générale et la présentation qui sera faite.

Etant donné que cette Assemblée Générale se tiendra à huis clos, vous avez uniquement la possibilité de voter par correspondance, via le site internet sécurisé VOTACCESS, ou de donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, selon les modalités décrites dans la présente brochure. Vous pourrez également nous adresser des questions sous forme écrite à l'adresse : [investors@verallia.com](mailto:investors@verallia.com) ; nous y répondrons lors de cette Assemblée Générale.

Au cours de cette réunion, vous serez invités à prendre des décisions importantes pour la Société : approbation des comptes ; fixation du dividende ; approbation des conventions réglementées ; renouvellement du mandat du commissaire aux comptes titulaire ; renouvellement d'autorisations ou délégations de compétence données au Conseil d'administration ; modifications des statuts. Vous serez également appelés à vous prononcer sur la rémunération attribuée au Président-directeur général ainsi qu'aux autres mandataires sociaux de la Société. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale et le détail des résolutions qui vous seront proposées figurent dans la présente brochure.

Nous vous ferons également une présentation du Groupe, de notre stratégie et de l'évolution de nos activités.

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires en consultant les pages dédiées à l'Assemblée Générale sur le site Internet de la Société (<https://www.verallia.com/investisseurs/information-reglementee>) sur lequel sont mis en ligne l'essentiel des documents que nous tenons à votre disposition.

Je vous remercie par avance pour votre compréhension et votre confiance dans le Groupe dans ces circonstances exceptionnelles et vous présente, Chers Actionnaires, l'expression de mes salutations distinguées.

Michel Giannuzzi  
Président-Directeur général

## **II. Convocation à l'assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) des actionnaires de Verallia du 10 juin 2020 et ordre du jour de cette assemblée**

Mesdames et Messieurs les actionnaires de Verallia sont informés qu'ils sont convoqués en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) qui se réunira à huis clos (hors la présence physique des actionnaires)

**le mercredi 10 juin 2020, à 14 heures,  
31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### ***A titre ordinaire :***

1. Approbation des comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
2. Approbation des comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et fixation du dividende à 0,85 euro par action ;
4. Option pour le paiement en actions du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
5. Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
6. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président-Directeur Général de la Société, pour la période courant à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
7. Approbation de la politique de rémunération du Président – Directeur Général ;
8. Approbation des informations mentionnées à l'article L.225-37-3 I. du Code de commerce ;
9. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
10. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire ;
11. Autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société.

### ***A titre extraordinaire :***

12. Autorisation au conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre ;
13. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise ;
14. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;

15. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public autres que celle visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier ;
16. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier ;
17. Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale, dans la limite de 10 % du capital par an ;
18. Autorisation au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription ;
19. Délégation des pouvoirs nécessaires au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature ;
20. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
21. Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée ;
22. Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en faveur de certains salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés lui étant liées ;
23. Modification de l'article 15 des statuts « Conseil d'administration » ;
24. Modification de l'article 16 des statuts « Délibérations du Conseil » ;
25. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

### **III. Dispositions générales pour participer à l'assemblée générale mixte des actionnaires**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette assemblée générale sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions.

Prenant acte des mesures de restriction de circulation et de regroupement de personnes en France liées à l'épidémie de Covid-19, la Société tiendra son assemblée générale des actionnaires exceptionnellement à huis clos, hors la présence physique des actionnaires. Les actionnaires pourront toutefois suivre le déroulé de l'assemblée générale qui fera l'objet d'une retransmission par voie de transmission audio en direct, accessible au lien suivant : [https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610\\_1/](https://channel.royalcast.com/webcast/verallia/20200610_1/)

Compte tenu des modalités de réunion de l'Assemblée Générale à huis clos, les actionnaires pourront participer à l'assemblée générale :

- soit en votant par correspondance (par voie postale ou par Internet) ;
- soit en donnant pouvoir au Président-directeur général (par voie postale ou par Internet).
- soit en donnant procuration à la personne de leur choix dans les conditions de l'article L. 225-106 du Code de commerce

Il est précisé que, pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-85 du Code de commerce seront seuls admis à voter par correspondance les actionnaires qui auront au préalable justifié de cette qualité :

- (a) en ce qui concerne leurs actions nominatives (pur ou administré), par l'inscription de ces actions à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (en application de l'article L.228-1 alinéa 7 du Code de commerce) en compte nominatif pur ou administré dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire) ;
- (b) en ce qui concerne leurs actions au porteur, par leur inscription en compte à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (en application de l'article L.228-1 alinéa 7 du Code de commerce) dans les comptes de titres au porteur tenus par leurs intermédiaires financiers habilités, constatée par une attestation de participation délivrée par ces derniers et annexée au formulaire de vote par correspondance ou à la procuration.

Ces formalités doivent être accomplies au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le **lundi 8 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris.

Par ailleurs, il n'est pas prévu de vote par visioconférence ou par des moyens de télécommunication pour cette assemblée. En conséquence, aucun site Internet visé à l'article R.225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

## **1. Pour voter par correspondance ou par procuration par voie postale**

Les actionnaires désirant voter par correspondance ou par procuration par voie postale devront :

- (a) pour les actionnaires nominatifs (pur ou administré), renvoyer le formulaire unique de pouvoirs et de vote par correspondance, à l'aide de l'enveloppe T jointe;
- (b) pour les actionnaires au porteur, demander le formulaire unique de pouvoirs et de vote par correspondance à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte-titres, à compter de la date de convocation de l'assemblée générale et au plus tard le sixième jour calendaire précédant la tenue de cette assemblée générale, soit le **jeudi 4 juin 2020**. Une fois complété par l'actionnaire, ce formulaire sera retourné à l'intermédiaire habilité qui se chargera de la transmission de ce formulaire unique accompagné de l'attestation de participation à l'établissement financier désigné ci-dessous.

Les formules uniques, qu'elles soient utilisées à titre de pouvoirs ou pour le vote par correspondance, devront être reçues par l'établissement bancaire désigné ci-dessous au plus tard le troisième jour calendaire précédant l'assemblée générale, soit le **dimanche 7 juin 2020**, pour être prises en considération.

En cas de changement de mode de participation, l'actionnaire au nominatif adressera sa nouvelle instruction de vote en utilisant le formulaire unique dûment complété et signé, à Société Générale Securities Services, par message électronique à l'adresse suivante : [ag2020.fr@socgen.com](mailto:ag2020.fr@socgen.com)

Le formulaire devra porter les mentions suivantes : (i) identifiant de l'actionnaire, (ii) ses nom, prénom et adresse, (iii) la mention « Nouvelle instruction – annule et remplace » et (iv) la date et la signature.

Il joindra une copie de sa carte d'identité et le cas échéant un pouvoir de représentation, s'il s'agit d'une personne morale. Pour être pris en compte, le message électronique devra parvenir à Société Générale Securities Services dans les délais légaux.

L'actionnaire au porteur devra s'adresser à son teneur de compte, qui se chargera de transmettre la nouvelle instruction à Société Générale Securities Services, accompagnée d'une attestation de participation justifiant de sa qualité d'actionnaire.

Les formulaires de vote par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition de parvenir à Société Générale Securities Services dans les délais légaux.

## **2. Pour voter par correspondance ou par procuration par Internet**

Les actionnaires désirant voter par correspondance ou par procuration par Internet pourront le faire via le site Votaccess. Pour cela :

- a) les actionnaires nominatifs (pur ou administré) pourront accéder à Votaccess en se connectant au site Internet [www.sharinbox.societegenerale.com](http://www.sharinbox.societegenerale.com) à l'aide de leur identifiant et des codes d'accès qui leur seront ou ont été adressés par courrier par Société Générale Securities Services. Il peut être ré-envoyé en cliquant sur « Obtenir vos codes » sur la page d'accueil du site Internet.  
L'actionnaire devra ensuite suivre les instructions dans son espace personnel en cliquant sur le bouton « Répondre » de l'encart « Assemblées Générales » de la page d'accueil et cliquer sur « Voter » pour accéder au site Internet de vote.
- b) il appartient aux titulaires d'actions au porteur de se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte pour savoir si celui-ci est connecté ou non au site Votaccess et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site Votaccess pourront voter en ligne. Les actionnaires au porteur devront s'identifier sur le portail Internet de leur établissement teneur de compte avec leurs identifiant et codes d'accès habituels. Ils devront ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à leurs actions Verallia pour accéder au site Votaccess et suivre la procédure indiquée à l'écran.

La plateforme sécurisée Votaccess sera ouverte à compter du mercredi 20 mai 2020 à 9 heures, heure de Paris. La possibilité de voter, donner pouvoir ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée Générale, prendra fin le mardi 9 juin 2020 à 15 heures, heure de Paris. Il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre le dernier jour précédant l'assemblée générale pour voter ou donner pouvoir.

## **3. Désignation – Révocation d'un mandataire**

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante : [investors@verallia.com](mailto:investors@verallia.com) en précisant leurs nom, prénom, adresse et leur identifiant Société Générale pour les actionnaires au nominatif pur (information disponible en haut et à gauche de leur relevé de compte) ou leur identifiant auprès de leur intermédiaire financier pour les actionnaires au nominatif administré, ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à l'adresse électronique suivante : [investors@verallia.com](mailto:investors@verallia.com) en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, puis en demandant impérativement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte-titres d'envoyer une confirmation écrite (par courrier) à Société Générale, Service des Assemblées, CS 30812, 44308 Nantes Cedex 3.

Afin que les conclusions ou révocations de mandats notifiés par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le mardi 9 juin 2020 à 15 heures (heure de Paris).

#### **4. Donner ses instructions pour les mandats reçus**

Le mandataire adresse à Société Générale son instruction de vote pour l'exercice de ses mandats sous la forme d'une copie numérisée du formulaire unique, par message électronique à l'adresse suivante : [assemblees.generales@sgss.socgen.com](mailto:assemblees.generales@sgss.socgen.com).

Le formulaire doit porter les nom, prénom et adresse du mandataire, la mention « En qualité de mandataire », et doit être daté et signé. Les sens de vote sont renseignés dans le cadre « Je vote par correspondance » du formulaire.

Le mandataire joint une copie de sa carte d'identité et le cas échéant un pouvoir de représentation de la personne morale qu'il représente.

Pour être pris en compte, le message électronique doit parvenir à Société Générale au plus tard le mardi 9 juin 2020 à 15 heures (heure de Paris).

En complément, pour ses propres droits de votes, le mandataire adresse son instruction de vote selon les procédures habituelles.

**Cession par les actionnaires de leurs actions avant l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires.** - Tout actionnaire ayant déjà retourné son formulaire unique de pouvoirs et de vote par correspondance, n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée (article R.225-85 du Code de commerce). Il peut néanmoins à tout moment céder tout ou partie de ses actions jusqu'au jour de l'assemblée générale.

Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré, à zéro heure, heure de Paris, précédant l'assemblée, soit avant le **lundi 8 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris, l'intermédiaire financier habilité teneur de compte-titres notifie le transfert de propriété à l'établissement bancaire désigné ci-dessus et fournit les éléments nécessaires afin d'invalider ou modifier en conséquence le vote exprimé à distance ou le pouvoir.

Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré, à zéro heure, heure de Paris, précédant l'assemblée, soit après le **lundi 8 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire financier habilité teneur de compte-titres ou pris en compte par la Société, nonobstant toute convention contraire.

**Modalités d'exercice de la faculté de poser des questions écrites.** - Tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Conseil d'administration répondra au cours de l'assemblée.

Pour être recevables, ces questions écrites doivent être envoyées au siège social de Verallia (31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'administration ou à l'adresse électronique suivante : [investors@verallia.com](mailto:investors@verallia.com) au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale, soit le **jeudi 4 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris. Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, ces questions écrites doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. Toutefois, compte tenu des circonstances exceptionnelles (l'assemblée générale mixte devant se tenir exceptionnellement à « huis clos »), la Société fera ses meilleurs efforts pour répondre aux questions écrites des actionnaires adressées postérieurement au jeudi 4 juin 2020 et reçues par la Société au plus tard le **lundi 8 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris.

Conformément à l'article L.225-108 du Code de commerce, une réponse commune pourra être apportée à ces questions dès lors qu'elles présenteront le même contenu. Les réponses aux questions écrites seront réputées données dès lors qu'elles figureront sur le site Internet de la Société dans la rubrique consacrée aux questions-réponses, à l'adresse suivante : <https://www.verallia.com/investisseurs/information-reglementee>.

Exceptionnellement, l'assemblée générale se tenant à huis clos (sans la présence physique d'actionnaires), il ne sera pas possible de poser des questions en séance pendant l'assemblée générale.

**Dispositions relatives aux prêts et emprunts de titres.** - Conformément à l'article L.225-126 I du Code de commerce, toute personne qui détient, seule ou de concert, au titre d'une ou plusieurs opérations de cession temporaire portant sur les actions de la Société ou de toute opération lui donnant le droit ou lui faisant obligation de revendre ou de restituer ces actions au cédant, un nombre d'actions représentant plus de 0,5 % des droits de vote, informe la Société et l'Autorité des marchés financiers, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale, soit le **lundi 8 juin 2020**, à zéro heure, heure de Paris, et lorsque le contrat organisant cette opération demeure en vigueur à cette date, du nombre total d'actions qu'elle possède à titre temporaire.

Cette déclaration doit comporter, outre le nombre d'actions acquises au titre de l'une des opérations susmentionnées, l'identité du cédant, la date et l'échéance du contrat relatif à l'opération et, s'il y a lieu, la convention de vote. La Société publie ces informations dans les conditions et selon les modalités prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

A défaut d'information de la Société et de l'Autorité des marchés financiers, les actions acquises au titre de l'une de ces opérations sont, conformément à l'article L.225-126 II du Code de commerce, privées de droit de vote pour l'assemblée concernée et pour toute assemblée qui se tiendrait jusqu'à la revente ou la restitution desdites actions.

**Droit de communication des actionnaires.** - Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette assemblée générale seront disponibles, au siège social de la Société, 31 Place des Corolles, Tour Carpe Diem, Esplanade Nord, 92400 Courbevoie, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R.225-81 et R. 225-83 du Code de commerce par demande adressée à l'établissement bancaire visé ci-dessous.

Les documents et informations prévus à l'article R.225-73-1 du Code de commerce pourront être consultés sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante :<https://www.verallia.com/investisseurs/information-reglementee>, au plus tard à compter du vingt-et-unième jour précédant l'assemblée, soit à compter du **mercredi 20 mai 2020**.

**Etablissement bancaire en charge du service financier des titres de la Société.** - L'établissement bancaire chargé du service financier des titres de la Société est le suivant :

Société Générale Securities Services  
Service Assemblées Générales  
32, rue du champ de tir – CS 30812  
44308 Nantes Cedex 3

*Le Conseil d'administration*

# IV. Formulaire unique de pouvoir et de vote par correspondance

Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side  
 Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form

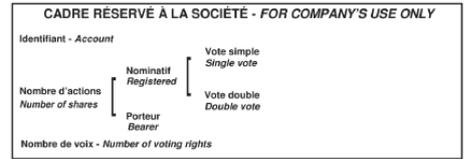
JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING and request an admission card: date and sign at the bottom of the form

**VERALLIA**  
 Tour Carpe Diem  
 Place des Corolles - Esplanade Nord  
 92400 COURBEVOIE

AU CAPITAL DE EUR 400 171 523,96  
 812 163 913 RCS NANTERRE

**Assemblée Générale Mixte  
 du 10 Juin 2020 à 14H00**  
 au Siège social - AG se tenant à huis clos  
 hors la présence physique des actionnaires

**Combined General Meeting  
 convened as of June 10th, 2020 at 2:00 p.m.**  
 at the head office - Meeting will take place behind closed door  
 No shareholders will be admitted



**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases "Non" ou "Abstention", / I vote **YES** all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, for which I vote No or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix. On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	J	K
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>								
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>								
										Abs.	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée, je vote **NON** sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :  
 In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale. / I appoint the Chairman of the general meeting

- Je m'abstiens. / I abstain from voting

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom   
 I appoint [see reverse (4)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

**JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
 Cf. au verso (3)

**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**  
 See reverse (3)

**JE DONNE POUVOIR À :** Cf. au verso (4) pour me représenter à l'Assemblée  
**I HEREBY APPOINT:** See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting  
 M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

**ATTENTION :** Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.  
**CAUTION:** As for bearer shares, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)  
 Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no changes can be made using this proxy form). See reverse (1)

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :  
 To be considered, this completed form must be returned no later than:

à la banque / to the bank 07/06/2020  
 à la société / to the company 07/06/2020

Date & Signature

- Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'Assemblée Générale -  
 If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies as a proxy to the Chairman of the General Meeting

## V. Gouvernance

### a. Composition du Conseil d'administration au 10 juin 2020

Nom	Âge	Nationalité	Date de nomination	Echéance du mandat	Fonction principale exercée au sein du Groupe
Michel Giannuzzi	55	Française	20.09.2019	2023	Président-directeur général
Robert Seminara	48	Américaine	20.09.2019	2023	Administrateur
Claudia Scarico	32	Italienne	20.09.2019	2023	Administratrice
Pierre Vareille	62	Française	20.09.2019	2023	Administrateur
Bpifrance Investissements, représentée par Sébastien Moynot	N/A	Française	03.10.2019	2023	Administrateur
Cécile Tandeau de Marsac	57	Française	20.09.2019	2023	Administratrice indépendante
Marie-José Donsion	48	Française	20.09.2019	2023	Administratrice indépendante
Virginie Hélias	54	Française et Suisse	20.09.2019	2023	Administratrice indépendante
José Arozamena	59	Américaine et Espagnole	20.09.2019	2023	Administrateur indépendant
Brasil Warrant Administração de Bens e Empresas S.A., représentée par João Salles	N/A	Brésilienne	03.10.2019	2023	Administrateur indépendant
Dieter Müller	62	Allemande	23.01.2020	2024	Administrateur représentant les salariés
Sylvain Artigau	48	Française	14.02.2020	2024	Administrateur représentant les salariés

<b>b. Composition des Comités du Conseil d'administration au 10 juin 2020</b>
---

	Comité d'Audit	Comité des Nominations et des Rémunérations	Comité Développement Durable
<b>Michel Giannuzzi</b>			●
<b>Claudia Scarico</b>	●		
<b>Pierre Vareille</b>		●	
<b>Bpifrance Investissements, représentée par Sébastien Moynot</b>			●
<b>Cécile Tandeau de Marsac*</b>		●	
<b>Marie-José Donsion*</b>	●		
<b>Virginie Hélias*</b>			●
<b>José Arozamena*</b>	●	●	
<b>Brasil Warrant Administração de Bens e Empresas S.A., représentée par João Salles*</b>		●	
<b>Dieter Müller</b>			●
<b>Sylvain Artigau</b>			●

● Président

● Membre

\* Administrateur indépendant

## VI. Exposé sommaire de la situation de la Société au cours de l'exercice 2019

### a. Faits marquants et chiffres clés

- Croissance soutenue de 7,0 % du chiffre d'affaires à 2 586 M€ par rapport à 2018
- Forte croissance organique du chiffre d'affaires de 9,1 %, par rapport à 2018, en ligne avec l'objectif affiché entre +8 % et +10 %
- Croissance importante de l'EBITDA ajusté à 615 M€, en ligne avec l'objectif affiché supérieur à 610 M€ (+13,2 % par rapport à 2018 et +16,0 % à taux de change et périmètre constants)
- Amélioration significative de la marge d'EBITDA ajusté à 23,8 % (+130 pb par rapport à 2018)
- Résultat net plus que doublé à 125 M€ comparé à 49 M€ en 2018
- Réduction de l'endettement net à 1 591 M€ fin 2019, soit 2,6x l'EBITDA ajusté
- Proposition du versement d'un dividende par action de 0,85 €, correspondant au montant de 100 M€ annoncé lors de l'introduction en bourse
- Perspectives 2020 : Compte tenu de la nature sans précédent de la situation causée par l'épidémie du Covid-19 et du manque de visibilité, le Groupe a retiré ses objectifs financiers annuels 2020

En millions d'euros	2019	2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 585,9</b>	<b>2 415,8</b>
dont Europe du Sud et de l'Ouest	1 753,7	1 648,9
dont Europe du Nord et de l'Est	567,6	520,9
dont Amérique latine	264,6	246,0
Coût des ventes	(2 043,6)	(1 973,2)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(170,8)	(144,7)
Éléments liés aux acquisitions	(59,4)	(61,8)
Autres produits et charges opérationnels	(17,0)	(14,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>295,1</b>	<b>221,2</b>
Résultat financier	(115,9)	(146,8)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>179,2</b>	<b>74,4</b>
Impôt sur le résultat	(53,8)	(24,2)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(0,7)	(1,7)
<b>Résultat net</b>	<b>124,6</b>	<b>48,5</b>

<b>EBITDA ajusté (i)</b>	<b>615,2</b>	<b>543,3</b>
<i>Marge</i>	23,8 %	22,5 %
dont Europe du Sud et de l'Ouest	411,5	356,5
<i>Marge Europe du Sud et de l'Ouest</i>	23,5 %	21,6%
dont Europe du Nord et de l'Est	124,9	110,2
<i>Marge Europe du Nord et de l'Est</i>	22,0 %	21,1%
dont Amérique latine	78,8	76,7
<i>Marge Amérique latine</i>	29,8 %	31,2%

<b>Capex totaux (ii)</b>	<b>252,5</b>	<b>225,0</b>
Cash conversion (iii)	59,0 %	58,6 %
Variation du besoin en fond de roulement opérationnel	45,7	(17,9)
<b>Cash-Flow opérationnel (iv)</b>	<b>408,4</b>	<b>300,5</b>
<b>Investissements stratégiques (v)</b>	<b>45,8</b>	<b>26,4</b>
<b>Investissements récurrents (vi)</b>	<b>206,7</b>	<b>198,6</b>

(i) L'EBITDA ajusté est calculé sur la base du résultat opérationnel retraité des dépréciations et amortissements, des coûts liés aux restructurations, des coûts liés aux acquisitions et M&A, des effets d'hyperinflation, des plans d'actionnariat du management, des effets liés aux cessions et risques filiales, des frais de fermeture de sites et autres éléments.

(ii) Ces Capex représentent les achats d'immobilisations corporelles et incorporelles nécessaires pour maintenir la valeur d'un actif et/ou s'adapter aux demandes du marché ainsi qu'aux contraintes environnementales, de santé et de sécurité ; ou pour augmenter les capacités du Groupe. L'acquisition de titres en est exclue.

(iii) Le cash conversion est défini comme l'EBITDA ajusté diminué des capex, rapporté à l'EBITDA ajusté.

(iv) Le cash-flow opérationnel représente l'EBITDA ajusté diminué des Capex, auquel est ajoutée la variation du besoin en fond de roulement opérationnel incluant la variation des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations.

(v) Les investissements stratégiques représentent les acquisitions stratégiques d'actifs qui augmentent les capacités du Groupe ou son périmètre de manière significative (par exemple, acquisition d'usines ou équivalent, investissements « greenfield » ou « brownfield »), incluant la construction de nouveaux fours additionnels.

(vi) Les Capex récurrents représentent les achats d'immobilisations corporelles et incorporelles nécessaires pour maintenir la valeur d'un actif et/ou s'adapter aux demandes du marché ainsi qu'aux contraintes environnementales, de santé et de sécurité. Ils incluent principalement les rénovations de fours et la maintenance des machines IS.

#### **Tableau de passage du résultat opérationnel vers l'EBITDA ajusté**

En millions d'euros	2019	2018
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>295,1</b>	<b>221,2</b>
Amortissements et dépréciations (i)	283,5	298,2
Coûts de restructuration	2,9	7,2
Coûts d'acquisitions, M&A	(2,1)	0,2
IAS 29 Hyperinflation (Argentine) (ii)	1,6	2,5
Plan d'actionnariat du Management et coûts associés	11,5	5,7
Cession et risques filiales (iii)	0,0	(8,8)
Fermeture du site de Sao Paulo (Brésil) (iv)	2,4	11,4
Autres (v)	20,3	5,8
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>615,2</b>	<b>543,3</b>

(i) Inclut les amortissements liés aux immobilisations incorporelles et corporelles, les amortissements des immobilisations incorporelles acquises par le biais de regroupements d'entreprise et les dépréciations d'immobilisations corporelles.

(ii) Le Groupe applique la norme IAS 29 (Hyperinflation) à ses activités argentines pour les exercices clos au 31 décembre 2018 et 2019.

(iii) Correspond principalement aux effets liés aux cessions d'IVN et d'Alver.

(iv) Correspond à la fermeture de l'usine de Sao Paulo.

(v) Correspond en 2019, principalement à l'impact non récurrent de 7 M€ relatif au coût des services passés suite à l'évolution en France de la convention collective nationale des industries de fabrication mécanique du verre et aux frais engagés dans le cadre du projet d'introduction en bourse pour 10 M€.

#### **Tableau de passage de l'EBITDA ajusté à la cash conversion**

En millions d'euros	2019	2018
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>615,2</b>	<b>543,3</b>
Capex	(252,5)	(225,0)
<b>Cash flows</b>	<b>362,7</b>	<b>318,3</b>
<b>Cash conversion</b>	<b>59,0 %</b>	<b>58,6 %</b>

#### **Chiffre d'affaires**

##### **Répartition du Chiffre d'affaires par zone géographique**

En millions d'euros	2019	2018	Variation en %	Dont croissance organique (i)
Europe du Sud et de l'Ouest	1 753,7	1 648,9	6,4 %	6,5 %
Europe du Nord et de l'Est	567,6	520,9	9,0 %	7,6 %
Amérique latine	264,6	246,0	7,5 %	29,4 %
<b>Total Groupe</b>	<b>2 585,9</b>	<b>2 415,8</b>	<b>7,0 %</b>	<b>9,1 %</b>

(i) Croissance du chiffre d'affaires à taux de change et à périmètre constants. Les revenus à taux de change constants sont calculés en appliquant les mêmes taux de change aux indicateurs financiers présentés dans les deux périodes faisant l'objet de comparaisons (en appliquant les taux de la période précédente aux indicateurs de la période en cours).

L'année 2019 a été marquée par une forte progression du chiffre d'affaires qui s'est élevé à 2 586 M€, affichant ainsi une **croissance en données publiées de 7,0 %** par rapport à l'exercice précédent.

L'impact de l'**effet de change** s'établit à -1,9 % sur l'année, principalement lié à la dépréciation du peso dans un contexte d'hyperinflation en Argentine.

A **taux de change et périmètre constants**, le chiffre d'affaires a progressé de **9,1 %** (et 7,2 % hors Argentine) reflétant une croissance des ventes dans toutes les zones géographiques et l'impact des hausses de prix de vente qui visent à répercuter la hausse du coût de l'énergie et des matières premières. Par ailleurs, le mix s'est amélioré légèrement grâce à la poursuite du déploiement de la politique de prix basée sur la valeur ajoutée des produits.

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

- L'Europe du Sud et de l'Ouest (*SWE* comprenant la France, l'Espagne, le Portugal et l'Italie) affiche un chiffre d'affaires en hausse de 6,4 % en données publiées et de 6,5 % à taux de change et périmètre constants, la légère différence venant de la cession en mai 2018 d'Alver (Algérie). Tous les pays de la zone ont contribué à cette forte croissance du chiffre d'affaires, associée à une hausse générale des prix. L'ensemble des segments de produits ont fortement progressé notamment les segments de la bière, des spiritueux ainsi que des vins pétillants.
- En Europe du Nord et de l'Est (*NEE* comprenant l'Allemagne, la Russie, l'Ukraine et la Pologne), le chiffre d'affaires en données publiées a progressé de 9,0 % ; les variations de taux de change et de périmètre ont eu un impact positif de 1,3 %, principalement grâce à l'appréciation de la hryvnia ukrainienne et du rouble russe. La croissance des volumes a été portée par une reprise solide de la Russie et par le dynamisme des marchés de la bière et des vins tranquilles en Allemagne. Les hausses de prix de vente se sont par ailleurs déroulées comme anticipé sur l'année, afin de compenser la hausse des coûts.
- En Amérique latine (comprenant le Brésil, l'Argentine et le Chili), le chiffre d'affaires affiche une croissance de 7,5 %, minorée par la dépréciation des monnaies de la région, et principalement du peso argentin. A taux de change et périmètre constants, l'Amérique latine enregistre ainsi une forte croissance de 29,4 % (et 12,4 % hors Argentine), portée principalement par les hausses de prix de vente, en particulier en Argentine, où la politique de prix reste très dynamique dans un contexte fortement inflationniste. Les volumes ont également crû, grâce à la bonne tendance commerciale des vins tranquilles, bière et boissons non alcoolisées au Brésil, au démarrage réussi de la nouvelle usine de Jacutinga (Etat de Minas Gerais au Brésil) au cours du premier semestre 2019 et de la bonne tenue de l'Argentine.

## **EBITDA ajusté**

### **Répartition de l'EBITDA ajusté par zone géographique**

<i>En millions d'euros</i>	2019	2018
<b>Europe du Sud et de l'Ouest</b>		
EBITDA Ajusté (i)	411,5	356,5
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	23,5 %	21,6 %
<b>Europe du Nord et de l'Est</b>		
EBITDA Ajusté (i)	124,9	110,2
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	22,0 %	21,1 %
<b>Amérique latine</b>		
EBITDA Ajusté (i)	78,8	76,7
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	29,8 %	31,2 %
<b>Total Groupe</b>		
<b>EBITDA Ajusté (i)</b>	<b>615,2</b>	<b>543,3</b>
<i>Marge d'EBITDA ajusté</i>	<b>23,8 %</b>	<b>22,5 %</b>

(i) L'EBITDA ajusté est calculé sur la base du résultat opérationnel retraité des dépréciations et amortissements, des coûts liés aux restructurations, des coûts liés aux acquisitions et M&A, des effets d'hyperinflation, des plans d'actionnariat du management, des effets liés aux cessions et risques filiales, des frais de fermeture de sites et autres éléments.

L'EBITDA ajusté affiche une forte croissance de 13,2 % (16,0 % à taux de change et périmètre constants) pour atteindre **615 M€**. Cette solide performance, tirée par les trois piliers stratégiques de Verallia, résulte tout d'abord des hausses de prix de vente pratiquées afin de compenser l'inflation du prix des matières premières et de l'énergie et lui permettant ainsi de générer un *spread*<sup>1</sup> positif au niveau du Groupe et dans chaque zone. La poursuite du déploiement de la politique de prix basée sur la valeur ajoutée des produits a de plus permis une amélioration du mix produits<sup>2</sup>. Le levier opérationnel lié à la croissance soutenue des volumes, a été contrebalancé néanmoins par le déstockage important intervenu dès le début de l'année pour accompagner cette forte croissance. Enfin, le troisième pilier, le plan d'amélioration de la performance industrielle (Performance Action Plan (PAP)) a conduit à une réduction nette des coûts de production *cash* de 41 M€.

L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur l'EBITDA ajusté s'élève à 20 M€ sur l'année 2019, en ligne avec l'estimation fournie précédemment.

La **marge d'EBITDA ajusté** a par ailleurs progressé de 130 points de base, dont 78 points de base liés à l'application de la norme IFRS 16, pour atteindre **23,8 %**.

Par zone géographique, l'EBITDA ajusté se répartit de la manière suivante :

- L'Europe du Sud et de l'Ouest affiche un EBITDA ajusté de 412 M€ et une marge de 23,5 % contre 21,6 % en 2018. Cette forte progression résulte principalement de la hausse des volumes de vente dans la zone, d'un *spread* positif sur les ventes ainsi que d'une amélioration de la performance industrielle. Ces éléments ont permis d'augmenter la marge d'EBITDA ajusté en Europe du Sud et de l'Ouest de 184 points de base.
- En Europe du Nord et de l'Est, l'EBITDA ajusté a atteint 125 M€, portant sa marge à 22,0 %, contre 21,1 % en 2018. Cette augmentation résulte principalement de la hausse des volumes de vente dans la zone, d'un *spread* positif sur les ventes ainsi que d'une amélioration de la performance industrielle, permettant d'augmenter la marge d'EBITDA ajusté en Europe du Nord et de l'Est de 87 points de base.
- En Amérique latine, l'EBITDA ajusté s'est élevé à 79 M€ soit une hausse de 2,8 %, pour une marge de 29,8 % comparée à 31,2 % en 2018. Le recul de la marge en pourcentage est la conséquence principale de l'effet dilutif des fortes hausses de prix passées pendant l'année. La dépréciation significative du peso argentin et, dans une moindre mesure, du real brésilien a aussi un impact significatif. L'EBITDA ajusté a progressé en valeur grâce à l'amélioration des volumes, aux hausses des prix de vente pratiquées afin de limiter l'impact de l'inflation élevée dans cette zone géographique, ainsi qu'à l'amélioration globale de la performance industrielle.

Le **résultat net** s'élève à 125 M€, il a ainsi plus que doublé par rapport aux 49 M€ publiés en 2018. Cette augmentation résulte d'une part de l'amélioration significative de la rentabilité du Groupe, s'étant traduite notamment par une augmentation de 13,2 % de l'EBITDA ajusté. De plus les opérations de refinancement du second semestre 2018, la diminution de la dette brute de 217 M€ sur l'exercice 2019 et le refinancement à des conditions très attractives lors de l'introduction en bourse ont permis une importante diminution de la charge nette financière.

Les **dépenses d'investissement** se sont élevées à 253 M€, dont 207 M€ d'investissements récurrents (soit 8 % du chiffre d'affaires consolidé) et 46 M€ d'investissements stratégiques correspondant principalement à la finalisation de l'investissement réalisé au Brésil pour la construction d'une nouvelle usine à Jacutinga (Etat de Minas Gerais) ainsi qu'à une partie des constructions en cours en Italie (nouveau four à Villa Poma) et en Espagne (nouveau four à Azuqueca). S'agissant des deux investissements stratégiques précités à Villa Poma et Azuqueca, la quasi-totalité du décaissement interviendra au premier semestre 2020.

Le **cash-flow opérationnel** ressort en hausse à 408 M€ par rapport à 301 M€ en 2018 grâce à la forte progression de l'EBITDA ajusté et à une amélioration notable du besoin en fonds de roulement opérationnel malgré la forte hausse du chiffre d'affaires.

---

<sup>1</sup> Le *spread* représente la différence entre (i) l'augmentation des prix de vente et du mix appliquée par le Groupe après avoir, le cas échéant, répercuté sur ces prix l'augmentation de ses coûts de production et (ii) l'augmentation de ses coûts de production. Le *spread* est positif lorsque l'augmentation des prix de vente appliquée par le Groupe est supérieure à l'augmentation de ses coûts de production. L'augmentation des coûts de production est constatée par le Groupe à volumes de production constants et avant écart industriel et prise en compte de l'impact du plan d'amélioration de la performance industrielle (Performance Action Plan - PAP).

<sup>2</sup> Hors impact de change, de conversion et de périmètre, le chiffre d'affaires peut évoluer en raison d'une variation des volumes vendus ou d'un effet prix/mix. L'effet prix/mix résulte d'une variation des prix de vente pour le même produit vendu au même client (effet « prix pur ») ou d'une variation du mix client (vente du même article à des clients différents avec des prix différents) ou d'une variation de mix produit (vente d'articles différents avec des prix différents).

### **Forte capacité de désendettement**

Au cours de l'année 2019, Verallia a de nouveau démontré sa forte capacité de **désendettement**, l'endettement net atteignant 1 591 M€ à fin décembre 2019, soit 2,6x l'EBITDA ajusté 2019, comparé à 1 709 M€ au 31 décembre 2018, soit 3,1x l'EBITDA ajusté 2018, hors prêt d'actionnaire. Par ailleurs, Verallia continue de bénéficier d'une forte liquidité de 531 M€ au 31 décembre 2019 (voir glossaire).

Le pourcentage de **conversion en cash** est resté au niveau élevé de 59 %.

### **Dividende**

Le Conseil d'administration soumettra à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale mixte des actionnaires le versement d'un dividende de 0,85 euro par action, avec une option, pour chaque actionnaire, entre le paiement en numéraire ou en actions nouvelles, pour versement le 9 juillet 2020.

### **Perspectives**

Dans le contexte critique lié à l'épidémie du COVID-19, et comme indiqué lors de sa publication du 7 avril 2020, le Groupe a, le 28 avril 2020, confirmé que ses prévisions pour l'exercice 2020 rendues publiques lors de la publication de ses résultats annuels 2019 le 20 février 2020, étaient caduques, compte tenu de l'incertitude liée à la profondeur de la crise.

Le Groupe anticipe un impact important de la crise du COVID-19 sur ses activités au deuxième trimestre 2020 se traduisant par une baisse significative des volumes de vente. Néanmoins, l'ampleur et la complexité de cette crise sanitaire sans précédent ainsi que les incertitudes concernant la sortie de crise ne permettent pas, à ce jour, d'en quantifier précisément l'impact sur les clients et les activités du Groupe sur l'année 2020.

Afin de faire face à cette situation, le Groupe prend des mesures de variabilisation des coûts, de suivi très précis de la trésorerie et de la chaîne d'approvisionnement, et de gestion proactive de tous les investissements. Les investissements récurrents seront maintenus à hauteur d'environ 8 % du chiffre d'affaires consolidé annuel qui sera plus faible qu'anticipé, donnant ainsi lieu à un montant absolu d'investissements récurrents inférieur aux prévisions. La construction des deux investissements stratégiques (construction d'un nouveau four avec deux lignes de production sur le site de Villa Poma, en Italie et sur le site d'Azuqueca en Espagne) sera achevée cette année et leur démarrage aura lieu en fonction des besoins de marché.

## **b. Compte de résultat consolidé**

<i>(en millions €)</i>	Exercice clos le 31 décembre	
	2019	2018
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 585,9</b>	<b>2 415,8</b>
Coût des ventes	(2 043,6)	(1 973,2)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(170,8)	(144,7)
Éléments liés aux acquisitions	(59,4)	(61,8)
Autres produits et charges opérationnels	(17,0)	(14,9)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>295,1</b>	<b>221,2</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(115,9)</b>	<b>(146,8)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>179,2</b>	<b>74,4</b>
Impôt sur le résultat	(53,8)	(24,2)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(0,7)	(1,7)
<b>Résultat net</b>	<b>124,6</b>	<b>48,5</b>
<i>Attribuables aux actionnaires de la société</i>	<i>115,6</i>	<i>41,1</i>
<i>Attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>9,0</i>	<i>7,4</i>
<b>Résultat de base par action (en €)</b>	<b>1,00</b>	<b>0,18</b>
<b>Résultat dilué par action (en €)</b>	<b>1,00</b>	<b>0,18</b>

### c. Etat du résultat global consolidé

(en millions €)	Exercice clos le 31 décembre	
	2019	2018
<b>Résultat net</b>	<b>124,6</b>	<b>48,5</b>
<u>Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat</u>		
Écarts de conversion	6,8	(44,2)
Variations de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	(20,6)	(23,6)
Impôt différé sur les éléments susceptibles d'être reclassés par la suite en résultat	5,5	6,1
<b>Total</b>	<b>(8,3)</b>	<b>(61,7)</b>
<u>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat</u>		
<b>Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>(8,0)</b>	<b>2,7</b>
Impôt différé sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2,3	(0,7)
<b>Total</b>	<b>(5,7)</b>	<b>2,0</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(14,0)</b>	<b>(59,7)</b>
<b>Résultat global total (perte) de l'exercice</b>	<b>110,6</b>	<b>(11,2)</b>
<i>Attribuables aux actionnaires de la société</i>	<i>101,2</i>	<i>(11,9)</i>
<i>Attribuables aux intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>9,4</i>	<i>0,7</i>

### d. Etat de la situation financière consolidée

(en millions €)	Exercice clos le 31 décembre	
	2019	2018
<b>ACTIF</b>		
Goodwill	550,9	552,0
Autres immobilisations incorporelles	499,3	559,3
Immobilisations corporelles	1 299,3	1 199,5
Participations dans des entreprises associées	0,6	0,6
Impôt différé	42,3	43,6
Autres actifs non courants	37,5	46,4
<b>Actifs non courants</b>	<b>2 429,8</b>	<b>2 401,4</b>
Part à court terme des actifs non courants	-	0,5
Stocks	455,2	477,9
Créances clients et autres actifs courants	178,9	190,9
Créances d'impôts exigibles	21,0	14,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	219,2	262,1
<b>Actifs courants</b>	<b>874,3</b>	<b>946,3</b>
<b>Total Actifs</b>	<b>3 304,1</b>	<b>3 347,7</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>		
Capital social	400,2	137,5
Réserves consolidées	(14,0)	(114,4)
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>386,2</b>	<b>23,1</b>
Intérêts ne donnant pas le contrôle	33,4	27,5
<b>Capitaux propres</b>	<b>419,6</b>	<b>50,6</b>
Dette financière et dérivés non courants	1 584,0	2 139,2
Provisions pour retraites et avantages assimilés	133,0	117,4
Impôt différé	166,6	192,6

Provisions et autres passifs financiers non-courants	43,1	52,8
<b>Passifs non-courants</b>	<b>1 926,7</b>	<b>2 502,0</b>
Dette financière et dérivés courants	225,9	105,4
Part à court terme des provisions et autres passifs financiers non-courants	51,9	41,1
Dettes fournisseurs	383,6	408,4
Passifs d'impôts exigibles	19,3	8,6
Autres passifs courants	277,1	231,6
<b>Passifs courants</b>	<b>957,8</b>	<b>795,1</b>
<b>Total Capitaux propres et passifs</b>	<b>3 304,1</b>	<b>3 347,7</b>

## e. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions €)	Exercice clos le 31 décembre	
	2019	2018
<b>Résultat net</b>	<b>124,6</b>	<b>48,5</b>
Quote-part du résultat net des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	0,7	1,7
Amortissements et pertes de valeur des actifs	283,5	301,8
Gains et pertes sur cession d'actifs	(1,4)	6,6
Charges d'intérêts des dettes financières	68,8	92,3
Gains et pertes de change latent	(1,6)	0,0
Profit/perte sur la situation monétaire nette (IAS 29 - Hyperinflation)	5,8	0,7
Gains et pertes non réalisés découlant de variations de la juste valeur de dérivés	(2,9)	(0,5)
Variations des stocks	19,7	(27,7)
Variations des créances clients, dettes fournisseurs et des autres débiteurs et créditeurs	(13,9)	8,1
Charge d'impôt exigible	71,0	57,8
Impôts payés	(59,1)	(38,9)
Variations d'impôts différés et des provisions	1,6	(21,1)
<b>Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>496,8</b>	<b>429,3</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(252,5)	(225,0)
Augmentation (Diminution) des dettes sur immobilisations	19,3	(5,6)
Acquisitions de filiales déduction faite de la trésorerie acquise	(0,5)	0,0
Paiement différé lié à une acquisition de filiale	0,0	0,0
<b>Investissements</b>	<b>(233,7)</b>	<b>(230,6)</b>
Cessions d'immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles	3,7	0,0
Cessions de titres mis en équivalence	0,0	14,0
<b>Cessions</b>	<b>3,7</b>	<b>14,0</b>
Augmentation des prêts, des dépôts et des prêts à court terme	(5,7)	(3,8)
Diminution des prêts, des dépôts et des prêts à court terme	13,7	0,4
<b>Variations des prêts et des dépôts</b>	<b>8,0</b>	<b>(3,4)</b>
<b>Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(222,0)</b>	<b>(220,0)</b>
Augmentation (Réduction) de capital	0,0	0,0
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Augmentations de capital des filiales souscrites par des tiers	7,2	5,8
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires par les sociétés consolidées	(6,9)	(2,5)
<b>Transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle</b>	<b>0,3</b>	<b>3,3</b>
Augmentation (Diminution) des découverts bancaires et autre dette à court terme	106,4	67,5
Augmentation de la dette à long terme	1 538,5	607,9
Diminution de la dette à long terme	(1 891,0)	(741,4)
Intérêts financiers payés	(70,4)	(99,8)
<b>Variations de la dette brute</b>	<b>(316,5)</b>	<b>(165,8)</b>
<b>Flux net de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(316,2)</b>	<b>(162,5)</b>
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(41,4)</b>	<b>46,8</b>
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1,5)	(4,7)
Incidence des variations de la juste valeur sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,0	0,0
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>262,1</b>	<b>220,1</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>219,2</b>	<b>262,1</b>

## f. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions €)	Notes	Capital Social	Prime d'émission	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Autres réserves et report à	Capitaux propres attribuables	Intérêts ne donnant pas le	Total Capitaux propres
<b>Au 31 décembre 2017</b>		<b>137,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(3,2)</b>	<b>1,5</b>	<b>(131,5)</b>	<b>4,4</b>	<b>19,1</b>	<b>23,4</b>
IFR 9 – Impact de transition		0,0	0,0	0,0	0,0	3,3	3,3	0,1	3,4
IAS 29 Hyperinflation		0,0	0,0	0,0	0,0	14,5	14,5	10,4	24,9
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>		<b>137,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(3,2)</b>	<b>1,5</b>	<b>(113,9)</b>	<b>22,1</b>	<b>29,6</b>	<b>51,7</b>
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	(31,3)	(22,7)	0,9	(52,9)	(6,8)	(59,7)
Résultat net (perte) de l'exercice		0,0	0,0	0,0	0,0	41,1	41,1	7,4	48,5
<i>Résultat global total (perte) de l'exercice</i>		<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>(31,3)</i>	<i>(22,7)</i>	<i>42,0</i>	<i>(11,9)</i>	<i>0,7</i>	<i>(11,2)</i>
Augmentation de Capital du Plan Epargne Groupe_Veralia Packaging		0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	7,6	(1,8)	5,8
Dividendes / Distribution de prime d'émission		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(1,3)	(1,3)
Rémunérations à base d'actions		0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	4,5	0,2	4,7
IAS 29 Hyperinflation		0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,1	0,8	1,9
Autres		0,0	0,0	0,0	0,0	(0,2)	(0,2)	(0,5)	(0,7)
Variations des intérêts ne donnant pas le		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Au 31 décembre 2018</b>		<b>137,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(34,5)</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(58,9)</b>	<b>23,1</b>	<b>27,5</b>	<b>50,6</b>
IFRS 16 Impact de transition		0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>		<b>137,5</b>	<b>0,0</b>	<b>(34,5)</b>	<b>(21,2)</b>	<b>(58,7)</b>	<b>23,3</b>	<b>27,5</b>	<b>50,8</b>
Autres éléments du résultat global		0,0	0,0	6,7	(20,8)	(0,3)	(14,4)	0,4	(14,0)
Résultat net (perte) de l'exercice		0,0	0,0	0,0	0,0	115,6	115,6	9,0	124,6
<i>Résultat global total (perte) de l'exercice</i>		<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>6,7</i>	<i>(20,8)</i>	<i>115,3</i>	<i>101,2</i>	<i>9,4</i>	<i>110,6</i>
Augmentation de capital	16.1	251,7	1,8	0,0	0,0	0,0	253,5	0,0	253,5
Augmentation de Capital du Plan Epargne	16.1	11,0	76,6	0,0	0,0	(93,7)	(6,1)	6,1	0,0
Augmentation de Capital du Plan Epargne Groupe_Veralia Packaging		0,0	0,0	0,0	0,0	9,5	9,5	(2,3)	7,2
Dividendes / Distribution de prime d'émission		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(6,3)	(6,3)
Rémunérations à base d'actions		0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	5,7	0,0	5,7
IAS 29 Hyperinflation		0,0	0,0	0,0	0,0	9,5	9,5	6,4	15,9
Autres		0,0	0,0	0,2	(0,4)	(10,0)	(10,2)	(6,6)	(16,8)
Variations des intérêts ne donnant pas le		0,0	0,0	0,0	0,0	0	0	(0,8)	(0,8)
<b>Au 31 décembre 2019</b>		<b>400,2</b>	<b>78,4</b>	<b>(27,6)</b>	<b>(42,4)</b>	<b>(22,4)</b>	<b>386,2</b>	<b>33,4</b>	<b>419,6</b>

## VII. Résultats de Verallia au cours des cinq derniers exercices

Exercice clos le	31 décembre 2015	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2018	31 décembre 2019
<b>I. Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social (en euros)	231 189 201	137 513 521	137 513 521	137 513 521	400 171 524
Nombre d'actions émises	231 189 201	229 189 201	229 189 201	229 189 201	118 393 942
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>II. Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	0	0	0	0	0
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	- 4 965	211 217	-19 181	-20 734	10 191
Impôt (Négatif – Produit d'intégration fiscale)	0	15 723	14 407	19 245	25 796
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	- 4 965	226 940	-4 775	-1 489	35 987
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	- 4 965	226 940	-4 775	-1 489	35 985
Montant des bénéfices distribués	0	0	0	0	0
<b>III. Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)</b>					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-0,02	0,99	-0,02	-0,01	0,30
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	-0,02	0,99	-0,02	-0,01	0,30
Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	0,85*
<b>IV. Personnel (en milliers d'euros)</b>					
Nombre de salariés	0	0	0	0	2
Montant de la masse salariale	0	0	0	0	252
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	0	0	0	0	93

## VIII. Résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 10 juin 2020

### a. Rapport du Conseil d'administration en date du 28 avril 2020 à l'assemblée générale du 10 juin 2020

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément à la loi et aux statuts de la société Verallia, à l'effet de soumettre à votre approbation les projets de résolutions ayant pour objet les points suivants :

#### **I- Approbation des comptes sociaux et comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et affectation du résultat de l'exercice – option pour le paiement du dividende en actions - (1<sup>ère</sup> à 4<sup>ème</sup> résolutions à titre ordinaire)**

Votre Assemblée Générale est tout d'abord convoquée à l'effet d'approuver les comptes sociaux (1<sup>ère</sup> résolution) et les comptes consolidés (2<sup>ème</sup> résolution) de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et de fixer le dividende relatif à l'exercice (3<sup>ème</sup> résolution).

Les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 font apparaître un bénéfice de 35 984 845,93 euros et un report à nouveau de 204 604 687,73 euros. Il vous est proposé d'affecter ce résultat disponible au dividende à hauteur de 100 634 850,70 euros, au compte de report à nouveau à hauteur de 138 155 440,60 euros et à la réserve légale à hauteur de 1 799 242,30 euros. En outre, le Conseil d'administration propose à votre Assemblée Générale de fixer le montant du dividende à 0,85 euro par action.

Le dividende à distribuer sera détaché de l'action le 15 juin 2020 et mis en paiement le 9 juillet 2020.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.232-18 et suivants du Code de commerce et aux stipulations de l'article 21 des statuts de la Société, il sera proposé à chaque actionnaire, au titre du paiement du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2019, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions nouvelles de la Société (4<sup>ème</sup> résolution). Conformément aux dispositions de l'article L. 232-19 du Code de commerce, le prix d'émission de chaque action remise en paiement du dividende sera égal à un prix correspondant à un minimum de 95% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action Verallia sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourses ayant précédé le jour de l'assemblée générale, diminuée du montant net du dividende faisant l'objet de la troisième résolution, arrondi au centime d'euro immédiatement supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance immédiate et donneront ainsi droit à toute distribution décidée à compter de leur date d'émission.

#### **II- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et du rapport spécial des Commissaires aux comptes - (5<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Le rapport spécial des Commissaires aux comptes de la Société sur les conventions réglementées, visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, fait état d'une convention soumise aux dispositions de l'article L.225-38. Il vous est demandé, au titre de la 5<sup>ème</sup> résolution, d'approuver le rapport spécial des commissaires aux comptes et la convention réglementée qui y est visée.

#### **III- Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président-Directeur Général de la Société, pour la période courant à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris - (6<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Sont soumis à l'approbation de votre Assemblée Générale les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Monsieur Michel Giannuzzi, Président-directeur général, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, pour la période courant à compter de l'admission

des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société.

**IV- Approbation de la politique de rémunération du Président-Directeur Général (7<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Est soumise à l'approbation de votre Assemblée Générale la politique de rémunération de Monsieur Michel Giannuzzi, Président-Directeur Général de la Société, pour l'exercice 2020 telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société.

**V- Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 225-37-3 du Code de Commerce (8<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Sont soumises à l'approbation de votre Assemblée Générale les informations mentionnées à l'article L. 225-37-3 I. du Code de Commerce, telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société.

Cette résolution vous est soumise dans le cadre de la réforme introduite par les dispositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux de sociétés cotées résultant de la Loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite « loi Pacte »).

**VI- Approbation de la politique de rémunération des administrateurs (9<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Est soumise à l'approbation de votre Assemblée Générale, la politique de rémunération des administrateurs, pour l'exercice 2020 telle que présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société.

Cette résolution vous est soumise dans le cadre de la réforme introduite par les dispositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux de sociétés cotées résultant de la Loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite « loi Pacte »).

**VII- Renouvellement du mandat du commissaires aux comptes titulaire (10<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire)**

Par la dixième résolution, le Conseil d'administration propose à votre Assemblée Générale, le mandat de la société PricewaterhouseCoopers Audit, commissaire aux comptes titulaire, ayant expiré, de renouveler son mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

**VIII- Autorisation donnée à la Société de procéder au rachat de ses propres actions (programme de rachat d'actions) - (11<sup>ème</sup> résolution à titre ordinaire et 12<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)**

Par la 11<sup>ème</sup> résolution, le Conseil d'administration propose à votre Assemblée Générale de l'autoriser à acheter un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder (i) 10 % du nombre total des actions composant le capital social ou (ii) 5 % du nombre total des actions composant le capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, étant précisé que les acquisitions réalisées par la Société ne pourraient en aucun cas amener la Société à détenir à quelque moment que ce soit plus de 10 % des actions composant son capital social.

Les achats d'actions pourraient être effectués afin de : a) assurer la liquidité et animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers le 2 juillet 2018, b) allouer des actions aux mandataires sociaux et aux membres du personnel de la Société et des autres entités du Groupe, c) remettre les actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, directement ou indirectement, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, d) conserver les actions de la Société et les remettre

ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, e) annuler tout ou partie des titres ainsi achetés, f) mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

Le prix unitaire maximal d'achat ne pourrait pas être supérieur, hors frais, à 54 euros par action.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la sixième résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de votre Assemblée Générale.

Par la 12<sup>ème</sup> résolution, le Conseil d'administration sollicite également de votre Assemblée Générale, pour une durée de 26 mois, une autorisation, avec faculté de subdélégation, pour réduire le capital par voie d'annulation, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre d'un programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale.

#### **IX- Délégations de compétence consenties au Conseil d'administration en vue d'effectuer des opérations sur le capital de la Société - (13<sup>ème</sup> à 22<sup>ème</sup> résolutions à titre extraordinaire)**

Dans le cadre des 13<sup>ème</sup> à 22<sup>ème</sup> résolutions, le Conseil d'administration propose à votre Assemblée Générale de renouveler certaines autorisations financières consenties par l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019.

Il est précisé que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de votre Assemblée Générale, faire usage des délégations présentées ci-dessous à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Le tableau ci-après présente une synthèse des délégations financières dont l'adoption est proposée à votre Assemblée Générale :

Résolution	Nature de la délégation	Durée maximum	Montant nominal maximum
13 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	26 mois	80 millions d'euros (soit environ 20% du capital social)
14 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription	26 mois	200 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 50% du capital social)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)(3)</sup>
15 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public autres que celle visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription <sup>(4)</sup>	26 mois	80 millions d'euros <sup>(1)(2)</sup> (soit environ 20% du capital social)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>
16 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	26 mois	80 millions d'euros <sup>(1)(2)</sup> (soit environ 20% du capital social)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>

Résolution	Nature de la délégation	Durée maximum	Montant nominal maximum
17 <sup>ème</sup>	Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale	26 mois	10 % du capital par an
18 <sup>ème</sup>	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	26 mois	Limite prévue par la réglementation applicable (à ce jour, 15 % de l'émission initiale) <sup>(1)</sup>
19 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature	26 mois	10 % du capital <sup>(1)</sup> 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>
20 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers	26 mois	12 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 3% du capital social)
21 <sup>ème</sup>	Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée (salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées)	18 mois	12 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 3% du capital social)
22 <sup>ème</sup>	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions nouvelles ou existantes, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées	38 mois	3 % du capital <sup>(1)</sup>

(1) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 200 millions d'euros du capital s'agissant des augmentations de capital immédiates et/ou à terme.

(2) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du sous-plafond fixé à 80 millions d'euros du capital pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public.

(3) Le montant nominal maximum global des émissions de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 750 millions d'euros s'agissant des émissions de titres de créances.

(4) En ce compris dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (art. L.225-148 du Code de commerce).

Les projets de délégations correspondants sont détaillés ci-après :

#### *Augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (13<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)*

Par la 13<sup>ème</sup> résolution, votre Conseil d'administration sollicite de votre Assemblée Générale une délégation de compétence pour augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite d'un montant nominal maximal de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000 €), plafond autonome et distinct du plafond des autres résolutions soumises au vote de votre Assemblée Générale. Les augmentations de capital susceptibles de résulter de cette résolution pourraient être réalisées, au choix du Conseil d'administration, soit par attribution gratuite d'actions nouvelles, soit par élévation de la valeur nominale des actions existantes ou selon une combinaison de ces deux modes de réalisation selon les modalités qu'il déterminerait.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 8<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

*Emission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre (14<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)*

Par la 14<sup>ème</sup> résolution, votre Conseil d'administration sollicite de votre Assemblée Générale une délégation de compétence pour émettre des actions et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite d'un montant nominal maximal de deux cent millions d'euros (200 000 000 €), étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution ainsi que des quinzisième à vingt-deuxième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale s'imputera sur ce plafond.

Les actions et/ou les titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou les valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre qui seraient émis en vertu de cette délégation pourraient notamment consister en des titres de créance ou être associés à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal des titres de créance qui pourraient être émis en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) à la date de la décision d'émission.

Les actionnaires pourraient exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible si le Conseil d'administration le prévoyait, à la souscription des actions ou valeurs mobilières émises.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 9<sup>ème</sup> résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

*Emission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public (15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> résolutions à titre extraordinaire)*

Le Conseil d'administration sollicite de votre Assemblée Générale des délégations de compétence pour émettre des actions et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou valeurs mobilières ainsi émises. Ces opérations pourraient être réalisées par voie d'offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (15<sup>ème</sup> résolution) ou par voie d'offres au public réservées aux investisseurs qualifiés (16<sup>ème</sup> résolution).

En effet, pour être en mesure de saisir les opportunités offertes par le marché, votre Conseil d'administration estime utile de disposer de la possibilité de recourir à des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, en leur fixant néanmoins des plafonds plus restreints que pour les augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 15<sup>ème</sup> résolution ne pourrait excéder quatre-vingt millions d'euros (80 000 000 €), étant rappelé que ce plafond est commun avec celui de la 16<sup>ème</sup> résolution et celui de la 17<sup>ème</sup> résolution et s'imputerait sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000 €) prévu pour les augmentations de capital à la 14<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 16<sup>ème</sup> résolution ne pourrait excéder quatre-vingt millions d'euros (80 000 000 €), étant rappelé que ce plafond est commun avec celui de la 15<sup>ème</sup> résolution et celui de la 17<sup>ème</sup> résolution et ne pourrait en tout état de cause être supérieur au plafond fixé par la réglementation en vigueur (laquelle prévoit à ce jour un montant maximal de 20% du capital social par an), et s'imputerait sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000 €) prévu pour les augmentations de capital à la 14<sup>ème</sup> résolution.

Le Conseil d'administration aurait la faculté d'émettre, par voie d'offres au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (15<sup>ème</sup> résolution) et/ou d'offres au public réservées à des investisseurs qualifiés (16<sup>ème</sup> résolution), des actions et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre qui pourraient notamment consister en des titres de créance ou être associés à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Le montant nominal des titres de créance qui pourraient être émis en vertu des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> résolutions s'imputerait sur le plafond global de sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000€) fixé par la 14<sup>ème</sup> résolution.

Dans le cadre de la 15<sup>ème</sup> résolution relative à l'émission, par voie d'offres au public, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, le Conseil d'administration pourrait instituer, au profit des actionnaires, un droit de priorité de souscription à titre irréductible et/ou réductible dans les conditions prévues par la réglementation.

Le prix d'émission des actions émises sur le fondement des 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> résolutions serait fixé dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur au moment de l'émission qui prévoient actuellement un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-136 du Code de commerce, il vous est toutefois proposé à la 17<sup>ème</sup> résolution d'autoriser le Conseil d'administration, dans la limite de 10 % du capital social par période de 12 mois, à fixer le prix d'émission selon les modalités suivantes : le prix d'émission ne pourrait être inférieur, au choix du Conseil d'administration, (a) au cours moyen de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris, pondéré par les volumes lors de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 10 %, ou (b) au cours moyen de l'action sur le marché réglementé d'Euronext Paris, pondéré par les volumes, sur une période maximale de 6 mois précédant le jour où le prix d'émission est fixé, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10 %.

L'usage de la faculté décrite ci-dessus aurait pour objet de permettre à votre Société, compte tenu de la volatilité des marchés, de bénéficier d'éventuelles opportunités pour procéder à l'émission de titres lorsque les conditions de marché ne permettraient pas de réaliser une émission dans les conditions de prix fixées par les 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> résolutions.

Le Conseil d'administration propose que ces délégations, qui annuleraient et remplaceraient celles consenties par les 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup> et 12<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soient consenties pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de votre Assemblée Générale.

*Autorisation au Conseil d'administration d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription (18<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)*

Sous réserve de l'adoption des 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, et 16<sup>ème</sup> résolutions relatives aux augmentations de capital avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, il est proposé, par la 18<sup>ème</sup> résolution, à votre Assemblée Générale d'autoriser le Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois et avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à décider d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions qui seraient décidées en vertu des 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, et 16<sup>ème</sup> résolutions de votre Assemblée Générale dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de chaque émission et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale). Il est précisé que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la 18<sup>ème</sup> résolution s'imputerait sur le montant du plafond stipulé dans la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée et sur le plafond nominal global prévu pour les augmentations de capital à la 14<sup>ème</sup> résolution.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 13<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de votre Assemblée Générale.

*Emission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature (19<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)*

Par la 19<sup>ème</sup> résolution, le Conseil d'administration sollicite de votre Assemblée Générale une délégation de compétence pour émettre des actions et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite d'un montant nominal d'augmentation de capital de 10 % du capital social de la Société, s'imputant sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000 €) pour les augmentations de capital fixé par la 14<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal des titres de créance qui pourraient être émis en vertu de la présente résolution s'imputerait sur le plafond global de sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) fixé par la 14<sup>ème</sup> résolution.

Cette délégation emporterait suppression, au profit des titulaires des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou valeurs mobilières ainsi émises.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 14<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

#### **X- Augmentations de capital réservées aux salariés - (20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> résolutions à titre extraordinaire)**

Par la 20<sup>ème</sup> résolution, nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, avec faculté de subdélégation, votre compétence aux fins d'augmenter le capital social par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, dans la limite d'un montant nominal maximal de douze millions d'euros (12 000 000€), étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputerait sur le plafond nominal global prévu pour les augmentations de capital prévu à la 14<sup>ème</sup> résolution de votre Assemblée Générale et que le plafond de la présente délégation serait commun avec celui de la 21<sup>ème</sup>.

Le prix de souscription des actions émises, sera déterminé dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, étant précisé que la décote maximale par rapport à la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ne pourra excéder 30%. Le Conseil d'administration pourra réduire ou supprimer la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, notamment afin de tenir compte notamment des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans le pays de résidence de certains bénéficiaires. Le Conseil d'administration pourra également décider d'attribuer gratuitement des actions aux souscripteurs d'actions nouvelles, en substitution de la décote et/ou au titre de l'abondement.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 15<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Dans le prolongement de la 20<sup>ème</sup> résolution, nous vous proposons, à la 21<sup>ème</sup> résolution, de déléguer au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, le pouvoir de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital réservées au profit (i) des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail et ayant leur siège social hors de France ; (ii) de un ou plusieurs fonds commun de placement ou autre entité, de droit français ou étranger, ayant ou non la personnalité juridique, souscrivant pour le compte de personnes désignées au paragraphe (i) précédent, et (iii) de un ou plusieurs établissements financiers mandatés par la Société pour proposer aux personnes désignées au paragraphe (i) précédent un dispositif d'actionnariat comparable à ceux proposés aux salariés de la Société en France.

Une telle augmentation de capital aurait pour objet de permettre aux salariés, anciens salariés et mandataires sociaux du Groupe résidant dans certains pays, de bénéficier, en tenant compte des contraintes réglementaires ou fiscales pouvant exister localement, de formules aussi proches que possible, en termes de profil économique, de celles qui seraient offertes aux autres collaborateurs du Groupe dans le cadre de l'utilisation de la 20<sup>ème</sup> résolution.

Le montant nominal d'augmentation de capital susceptible d'être émis dans le cadre de cette délégation serait limité à un montant nominal de douze millions d'euros (12 000 000€), étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputerait (i) sur le plafond nominal de douze millions d'euros (12 000 000€) prévu pour les augmentations de capital réservées aux salariés à la 20<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée Générale ainsi que (ii) sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000 €) prévu pour les augmentations de capital par la 14<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée Générale.

Le prix de souscription des titres émis en application de la présente délégation ne pourrait être inférieur de plus de 30% à la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de bourse précédant la date de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne et le Conseil d'administration pourrait réduire ou supprimer la décote de 30% susvisée s'il le juge opportun afin, notamment, de tenir compte des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans le pays de résidence de certains bénéficiaires. Par ailleurs, en cas d'opération réalisée dans le cadre de la présente résolution concomitamment à une opération réalisée en application de la 20<sup>ème</sup> résolution, le prix de souscription des actions émises dans le cadre de la présente résolution pourrait être identique au prix de souscription des actions émises sur le fondement de la 20<sup>ème</sup> résolution.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 16<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

#### **XI- Attribution d'actions gratuites à des salariés et/ou à des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées - (22<sup>ème</sup> résolution à titre extraordinaire)**

Dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour une durée de 38 mois à compter du jour de votre Assemblée Générale, à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois, des actions existantes ou à émettre de la Société au bénéfice de certains salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés lui étant liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce. L'attribution définitive de ces actions sera soumise, en partie ou en totalité, à des conditions de performance.

Le nombre total d'actions attribuées en vertu de cette autorisation ne pourrait excéder trois pour cent (3%) du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration, et s'imputerait sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000 €) prévu pour les augmentations de capital à la 14<sup>ème</sup> résolution de votre Assemblée Générale. En outre, le nombre maximum total d'actions pouvant être attribuées gratuitement aux mandataires sociaux de la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront représenter plus de vingt pour cent (20%) de l'ensemble des actions attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de la présente autorisation.

Les attributions d'actions de performance qui interviendraient dans le cadre de la présente résolution proposée deviendraient définitives au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions de la Société par les bénéficiaires sera également fixée par le Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an à compter de l'attribution définitive des actions (pour les actions attribuées dont la période d'acquisition serait d'une durée d'au moins deux ans, l'obligation de conservation des actions pourra être réduite ou supprimée). L'attribution définitive des actions et la faculté de les céder librement seront néanmoins acquises au bénéficiaire si ce dernier venait à être frappé par un cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale.

Le Conseil d'administration propose que cette autorisation, qui annulerait et remplacerait celle consentie par la 17<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, soit consentie pour une durée de 38 mois à compter de votre Assemblée Générale.

## **XII- Modification des statuts - (23<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> résolutions à titre extraordinaire)**

Afin de prendre en compte les évolutions législatives instaurées par les lois du 22 mai 2019 (dite loi PACTE) et du 19 juillet 2019 (loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés), le conseil d'administration propose à votre assemblée générale de modifier les dispositions suivantes des statuts de la Société :

1. 23<sup>ème</sup> résolution : Le paragraphe 5 de l'article 15 « **Conseil d'Administration** », est modifié comme suit (modification soulignée en gras) :

*« 5 - L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, à titre de rémunération, une somme fixe annuelle, dont le montant est maintenu jusqu'à décision nouvelle. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le conseil d'administration.*

*Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues par la loi ».*

2. 24<sup>ème</sup> résolution : Le paragraphe 1 « **Réunions** » de l'article 16 « **Délibérations du Conseil** », est modifié comme suit (modifications soulignées en gras) :

### **«1 – Réunion**

*Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'un de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, étant précisé que la périodicité et la durée des séances du conseil d'administration doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du conseil.*

*La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.*

*La convocation est faite par tous moyens, même verbalement. Le conseil d'administration peut valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.*

**Certaines décisions du conseil d'administration peuvent, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, être prises par consultation écrite des administrateurs.** »

Les autres dispositions des statuts de la Société restent inchangées.

\*\*\*\*\*

## **b. Texte des résolutions**

### *De la compétence de l'Assemblée Générale statuant à titre ordinaire*

#### **PREMIERE RESOLUTION**

*(Approbation des comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et qui font apparaître un bénéfice net comptable de 35 984 845,93 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **TROISIEME RESOLUTION**

*(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et fixation du dividende à 0,85 euro par action)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et des Commissaires aux comptes :

- constate que le bénéfice de l'exercice s'élève à 35 984 845,93 euros ;
- constate que le report à nouveau est de 204 604 687,73 euros, soit un montant disponible pour l'affectation du résultat qui s'élève à 240 589 533,66 euros ;

décide d'affecter le résultat ainsi obtenu :

- à la réserve légale (5% du bénéfice) pour un montant de 1 799 242,30 euros ;
- au dividende pour un montant de 100 634 850,70 euros ;
- au report à nouveau pour un montant de 138 155 440,60 euros.

L'assemblée générale décide en conséquence la mise en paiement d'un dividende de 0,85 euro par action.

Le dividende à distribuer sera détaché de l'action le 15 juin 2020 et sera mis en paiement le 9 juillet 2020.

Pour les personnes physiques domiciliées en France n'ayant pas opté de façon expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, le dividende entre en principe dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30%. Pour les personnes physiques domiciliées en France ayant effectué une telle option, ce dividende est soumis à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu et ouvre droit à l'abattement de 40% prévu par l'article 158-3, 2° du Code Général des Impôts.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes ni d'autres revenus au cours des trois exercices précédents.

#### **QUATRIEME RESOLUTION**

*(Option pour le paiement en actions du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le capital est entièrement libéré,

décide, conformément aux dispositions des articles L. 232-18 et suivants du Code de commerce et aux stipulations de l'article 21 des statuts de la Société, de proposer à chaque actionnaire, au titre du paiement du dividende de l'exercice clos le 31 décembre 2019, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions nouvelles de la Société.

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-19 du Code de commerce, le prix d'émission de chaque action remise en paiement du dividende sera égal à un prix correspondant à un minimum de 95% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action Verallia sur Euronext Paris lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'assemblée générale, diminuée du montant net du dividende faisant l'objet de la troisième résolution, arrondi au centime d'euro immédiatement supérieur. Les actions ainsi émises porteront jouissance immédiate et donneront ainsi droit à toute distribution décidée à compter de leur date d'émission.

Les souscriptions devront porter sur un nombre entier d'actions. Si le montant du dividende pour lequel est exercée l'option ne correspond pas à un nombre entier d'actions, les actionnaires pourront recevoir le nombre entier d'actions immédiatement inférieur complété d'une soultte en espèces.

Le délai d'exercice de l'option débutera le 17 juin 2020 et s'achèvera le 6 juillet 2020 inclus. L'option pourra être exercée par demande auprès des intermédiaires financiers habilités. Tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option au terme du délai fixé par la présente résolution ne pourra recevoir le dividende lui revenant qu'en numéraire. Le dividende sera mis en paiement le 9 juillet 2020 ; à cette même date interviendra la livraison des actions pour ceux qui auront opté pour le paiement du dividende en actions.

L'assemblée générale décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment, pour :

- Arrêter le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, dans les limites et selon les conditions fixées par la présente résolution ;
- Effectuer toutes opérations liées ou consécutives à l'exercice de l'option ;
- Constater le nombre d'actions émises et la réalisation de l'augmentation de capital ;
- Imputer les frais de ladite augmentation de capital sur le montant de la prime y afférente, et, le cas échéant, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour augmenter la réserve légale dans la limite d'un dixième du nouveau capital ;
- Modifier les statuts de la Société en conséquence ;
- et plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

#### **CINQUIEME RESOLUTION**

*(Approbation des conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce et du rapport spécial des Commissaires aux comptes)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application de l'article L.225-40 du Code de commerce sur les conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du même Code, approuve la convention autorisée par le Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et visée audit rapport et approuve les termes dudit rapport.

#### **SIXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au*

*Président-Directeur Général de la Société, pour la période courant à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice antérieur ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Michel Giannuzzi, Président-Directeur Général de la Société, pour la période courant à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, tels que présentés dans le rapport précité.

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

*(Approbation de la politique de rémunération du Président – Directeur Général)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société, approuve la politique de rémunération de Monsieur Michel Giannuzzi, Président-Directeur Général de la Société, telle que présentée dans le rapport susvisé.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

*(Approbation des informations mentionnées à l'article L.225-37-3 I. du Code de commerce)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019, approuve, en application de l'article L. 225-100 II. du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 225-37-3 I. du Code de commerce telles que présentées dans le rapport susvisé.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

*(Approbation de la politique de rémunération des administrateurs)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce figurant en Annexe I du document d'enregistrement universel 2019 de la Société, approuve la politique de rémunération des administrateurs, telle que présentée dans le rapport susvisé.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

*(Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté l'expiration du mandat de la société PricewaterhouseCoopers Audit, commissaire aux comptes titulaire, décide de renouveler son mandat pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

*(Autorisation au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il fixera, un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder :

i. 10 % du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit ; ou

ii. 5 % du nombre total des actions composant le capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, à l'exclusion des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

Ces pourcentages s'appliquent à un nombre d'actions ajusté, le cas échéant, en fonction des opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

Les acquisitions réalisées par la Société ne pourront en aucun cas conduire la Société à détenir à quelque moment que ce soit plus de 10 % des actions composant son capital social.

2. décide que cette autorisation pourra être utilisée afin de :

i. assurer la liquidité et animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers le 2 juillet 2018 ;

ii. allouer des actions aux mandataires sociaux et aux membres du personnel de la Société et des autres entités du Groupe, et notamment dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, ou (iii) de tout plan d'épargne conformément aux dispositions des articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail ou (iv) de toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera ;

iii. remettre des actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, directement ou indirectement, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera ;

iv. conserver les actions de la Société et les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;

v. annuler tout ou partie des titres ainsi achetés, sous réserve de l'adoption de la douzième résolution de la présente Assemblée Générale ou de toute autre résolution de même nature ;

vi. mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

3. décide que le prix unitaire maximal d'achat ne pourra pas être supérieur, hors frais, à cinquante-quatre euros (54€) par action. Le Conseil d'administration pourra toutefois, en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, ajuster le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action de la Société ;

4. décide que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués et payés par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, par le recours à des options ou autres instruments financiers dérivés, ou à des bons ou, plus généralement, à des valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, aux époques que le Conseil d'administration appréciera ;

5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, afin, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires concernées, de procéder aux allocations et, le cas échéant, aux réallocations permises des actions rachetées en vue de l'un des objectifs du programme à un ou plusieurs de ses autres objectifs, ou bien à leur cession, sur le marché ou hors marché ;

Tous pouvoirs sont conférés en conséquence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en préciser, si nécessaire, les termes et arrêter les modalités dans les conditions légales et de la présente résolution, et notamment passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre autorité compétente, établir tout document notamment d'information, remplir toutes formalités, et d'une manière générale, faire le nécessaire.

Le Conseil d'administration devra informer, dans les conditions légales, l'Assemblée Générale des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

6. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la sixième résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### ***De la compétence de l'Assemblée Générale statuant à titre extraordinaire***

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

*(Autorisation au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à :

i. annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du montant du capital social existant à la date de l'annulation (c'est-à-dire ajusté en fonction des opérations intervenues sur le capital social depuis l'adoption de la présente résolution), par période de vingt-quatre (24) mois, tout ou partie des actions acquises par la Société en vertu d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires ;

ii. réduire corrélativement le capital social et imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix, y compris sur la réserve légale dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée.

2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à l'effet d'arrêter le montant définitif des réductions de capital dans les limites prévues par la loi et la présente résolution, en fixer les modalités, constater leur réalisation, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier en conséquence les statuts ;

3. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la septième résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale ;

#### **TREIZIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L.225-129, L.225-129-2 et L.225-130 :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, le capital social de la Société par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, ou toute autre somme dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, à réaliser par l'émission d'actions nouvelles ou par l'élévation du montant nominal des actions existantes ou la combinaison de ces deux modes de réalisation selon les modalités qu'il déterminera ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être décidées par le Conseil d'administration et réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000€), ce plafond étant indépendant de celui prévu au paragraphe 2 de la quatorzième résolution ci-après. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. précise qu'en cas d'augmentation de capital donnant lieu à l'attribution gratuite d'actions nouvelles, le Conseil d'administration pourra décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans les délais prévus par la réglementation ;

4. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment :

i. déterminer les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment fixer le montant et la nature des réserves, bénéfiques, primes ou autres sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet et procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant de l'augmentation de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;

ii. prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital, existant au jour de l'augmentation de capital ;

iii. constater la réalisation de l'augmentation de capital, prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords afin d'assurer la bonne fin de la ou des opérations envisagées et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;

iv. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des titres créés ;

5. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

6. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la huitième résolution de l'Assemblée Générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

## QUATORZIEME RESOLUTION

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L.225-129 et suivants, L. 225-132, L.225-133 et L.228-91 et suivants :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, la compétence de décider de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, soit, en tout ou partie, par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de deux cent millions d'euros (200 000 000€) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution ainsi que des quinzième à vingt-deuxième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale s'imputera sur ce plafond. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées sur la base de la présente délégation ne pourra dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que le montant nominal des émissions de titres de créance réalisées en application de la présente résolution ainsi que des quinzième à dix-neuvième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale s'imputera sur ce plafond ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

5. prend acte que la présente délégation emporte renonciation, par les actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription, aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

6. décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux titres de capital et/ou aux valeurs mobilières dont l'émission sera décidée par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence. Le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause dans la limite de leurs demandes ;

Si les souscriptions à titre irréductible, et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter, conformément à la loi, l'émission considérée au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission initialement décidée, soit de répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix, soit d'offrir de la même façon au public, sur le

marché français ou international, tout ou partie des titres non souscrits, le Conseil d'administration pouvant utiliser toutes les facultés énoncées ci-avant ou certaines d'entre elles seulement ;

7. précise en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pourra notamment :

i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission), les modalités de leur souscription et de leur libération et leur date de jouissance (même rétroactive) ;

ii. en cas d'émission de bons de souscription d'actions, en arrêter le nombre et les caractéristiques et décider, s'il le juge opportun, à des conditions et selon des modalités qu'il fixera, que les bons pourront être remboursés ou rachetés, ou encore qu'ils seront attribués gratuitement aux actionnaires en proportion de leur droit dans le capital social ;

iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, les taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;

iv. décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation ;

v. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

vi. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

vii. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;

viii. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

8. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la neuvième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

#### **QUINZIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public autres que celle visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des

Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L.225-129 et suivants, L.225-135, L.225-136, L. 225-148 et L.228-92 :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, la compétence de décider de procéder par voie d'offres au public autres que celles visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles. Ces valeurs mobilières pourront notamment être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange réalisée en France ou à l'étranger selon les règles locales (par exemple dans le cadre d'une « *reverse merger* » de type anglo-saxon) sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-148 du Code de commerce ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000€) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que (i) le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution ainsi que des seizième et dix-septième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale s'imputera sur ce plafond et (ii) le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale ;

Ces plafonds seront augmentés, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

5. décide que, concernant les émissions réalisées en vertu de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra instituer en faveur des actionnaires un délai de priorité de souscription, à titre irréductible et éventuellement réductible, ne donnant pas droit à la création de droits négociables, et délègue par conséquent au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, la faculté de fixer ce délai ainsi que ses modalités, conformément aux dispositions de l'article L.225-135 alinéa 5 du Code de commerce ;

6. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation ne pourra dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global pour les émissions de titres de créance prévu au paragraphe 3 de la quatorzième résolution ;

7. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

8. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission qui aura été

décidée, soit de répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix, soit de les offrir de la même façon au public, le Conseil d'administration pouvant utiliser toutes les facultés énoncées ci-avant ou certaines d'entre elles seulement ;

9. précise en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pourra notamment :

i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission), les modalités de leur souscription et de leur libération et leur date de jouissance ;

ii. en cas d'émission de bons de souscription d'actions, en arrêter le nombre et les caractéristiques et décider, s'il le juge opportun, à des conditions et selon des modalités qu'il fixera, que les bons pourront être remboursés ou rachetés, ou encore qu'ils seront attribués gratuitement aux actionnaires en proportion de leur droit dans le capital social ;

iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;

iv. fixer le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières pouvant être créées en vertu des alinéas précédents de sorte que la Société reçoive pour chaque action créée ou attribuée indépendamment de toute rémunération, quelle qu'en soit la forme, intérêt, prime d'émission ou de remboursement notamment, une somme au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à ce jour, la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant le début de l'offre au public au sens du Règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%) ;

v. en cas d'émission de titres à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange (ou d'une offre publique mixte ou alternative d'achat ou d'échange ou toute autre offre comportant une composante d'échange), fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser sans que les modalités de détermination du prix du paragraphe 9.iv trouvent à s'appliquer, constater le nombre de titres apportés à l'échange, et déterminer les conditions d'émission ;

vi. décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation ;

vii. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

viii. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives, réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

ix. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;

viii. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

10. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la dixième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### **SEIZIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L.225-129 et suivants, L.225-135, L.225-136 et L.228-91 et suivants :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, la compétence de décider de procéder dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, dans les conditions et limites maximales prévues par les lois et règlements, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000€) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que ce montant ne pourra toutefois pas excéder 20 % du capital social sur une période de 12 mois et s'imputera (i) sur le plafond nominal de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000€) prévu pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public au paragraphe 2 de la quinzième résolution de la présente Assemblée Générale et (ii) sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ces plafonds seront augmentés, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

5. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation ne pourrait dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global pour les émissions de titres de créance prévu au paragraphe 3 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale ;

6. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

7. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter, conformément à la loi, l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission qui aura été décidée, soit de répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix, soit de les offrir de la même façon au public, le Conseil d'administration pouvant utiliser toutes les facultés énoncées ci-avant ou certaines d'entre elles seulement ;

8. précise en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives ou réglementaires, pourra notamment :

i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission), les modalités de leur souscription et leur date de jouissance ;

ii. en cas d'émission de bons de souscription d'actions, en arrêter le nombre et les caractéristiques et décider, s'il le juge opportun, à des conditions et selon des modalités qu'il fixera, que les bons pourront être remboursés ou rachetés ;

iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, les taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;

iv. fixer le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières pouvant être créées en vertu des alinéas précédents de sorte que la Société reçoive pour chaque action créée ou attribuée indépendamment de toute rémunération, quelle qu'en soit la forme, intérêt, prime d'émission ou de remboursement notamment, une somme au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions législatives ou réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à ce jour, la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant le début de l'offre au public au sens du règlement (UE) n°2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%) ;

v. décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation ;

vi. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières émises requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

vii. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives, réglementaires et contractuelles ;

viii. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun,

prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;

ix. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

9. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la onzième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

*(Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale, dans la limite de 10 % du capital par an)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de l'article L.225-136 :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, en cas d'émission d'actions et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société, sans droit préférentiel de souscription, par offres au public autres que celles visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier ou par offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, dans les conditions, notamment de montant, prévues par les quinzième et seizième résolutions, à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par lesdites résolutions précitées et à déterminer le prix d'émission conformément aux conditions suivantes :

i. le prix d'émission des actions sera au moins égal, au choix du Conseil d'administration, (i) au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris le jour précédant la date de fixation du prix d'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 10 % ou, (ii) à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris sur une période maximale de six (6) mois précédant la date de fixation du prix d'émission, diminuée éventuellement d'une décote maximale de 10 % ;

ii. le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital devra être tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder 10 % du capital social par période de douze (12) mois (ledit capital étant apprécié au jour de la décision de fixation du prix d'émission), étant précisé que ce montant s'imputera (i) sur le plafond nominal de quatre-vingt millions d'euros (80 000 000€) prévu pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public au paragraphe 2 de la quinzième résolution de la présente Assemblée Générale et (ii) sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ces plafonds seront augmentés, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation ne pourra dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond

nominal global pour les émissions de titres de créance prévu au paragraphe 3 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation, notamment à l'effet de conclure tous accords à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de toute émission ;

6. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la douzième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### **DIX-HUITIEME RESOLUTION**

*(Autorisation au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et du rapport du Conseil d'administration et sous réserve de l'adoption des quatorzième, quinzième et seizième résolutions de la présente Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à décider d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des quatorzième, quinzième et seizième résolutions de la présente Assemblée Générale dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à ce jour, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de chaque émission et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale) ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond stipulé dans la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée et sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation ne pourra dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global pour les émissions de titres de créance prévu au paragraphe 3 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale ;

4. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

5. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la treizième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

## **DIX-NEUVIEME RESOLUTION**

*(Délégation des pouvoirs nécessaires au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération d'apports en nature)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L.225-129 et suivants, L.225-147 et L.228-92 :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, le pouvoir de décider de procéder, sur rapport du ou des Commissaires aux apports, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises, à l'émission d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

2. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 10 % du capital social (apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation ne pourra dépasser sept cent cinquante millions d'euros (750 000 000 €) ou sa contre-valeur en devises, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global pour les émissions de titres de créance prévu au paragraphe 3 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale ;

4. décide de supprimer au profit des titulaires des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

5. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et, ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

6. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

7. précise en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives ou réglementaires, pourra notamment :

- i. statuer, sur rapport du ou des Commissaires aux apports, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'éventuels avantages particuliers ;

ii. fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission), la parité d'échange et, le cas échéant, la soulte, les modalités de leur souscription et leur date de jouissance ;

iii. à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentations de capital social sur les primes afférentes à ces apports et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;

iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

v. constater la réalisation de toutes émissions d'actions et de valeurs mobilières, procéder à la modification des statuts rendue nécessaire par la réalisation de toute augmentation de capital, imputer les frais d'émission sur la prime s'il le souhaite et également porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ainsi que procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports ;

vi. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés.

8. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la quatorzième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### **VINGTIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6, L.225-138 et L.225-138-1 du Code de commerce et celles des articles L.3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence, pour procéder en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions nouvelles, l'émission étant réservée aux salariés, aux anciens salariés et mandataires sociaux éligibles, de la Société et/ou des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ;

2. supprime, en faveur desdits adhérents, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises en vertu de la présente autorisation et renonce à tous droits aux actions pouvant être attribués gratuitement sur le fondement de la présente résolution au titre de la décote et/ou de l'abondement ;

3. décide que le montant nominal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée, en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder douze millions d'euros (12 000 000€) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé (i) que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution ainsi que de la vingt-et-unième résolution soumise à la présente Assemblée Générale s'imputera sur ce plafond, et (ii) que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ces plafonds seront augmentés, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver conformément

aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

4. décide que le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera déterminé dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, étant précisé que la décote maximale par rapport à une moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt (20) séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ne pourra donc excéder 30%. Toutefois, lors de la mise en œuvre de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra réduire le montant de la décote au cas par cas, notamment en raison de contraintes fiscales, sociales, ou comptables applicables dans les pays où sont implantées les entités du Groupe participant aux opérations d'augmentation de capital. Le Conseil d'administration pourra également décider d'attribuer gratuitement des actions aux souscripteurs d'actions nouvelles, en substitution de la décote et/ou au titre de l'abondement ;

5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

i. décider l'émission d'actions nouvelles de la Société ;

ii. arrêter la liste des sociétés dont les salariés, anciens salariés et mandataires sociaux éligibles, pourront bénéficier de l'émission, fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires, pour pouvoir souscrire, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement, aux actions qui seront émises en vertu de la présente délégation de compétence ;

iii. fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix de souscription des actions et les dates de souscription, modalités de chaque émission et conditions de souscription, de libération, et de livraison des actions émises en vertu de la présente délégation de compétence, ainsi que la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;

iv. décider, en application de l'article L.3332-21 du Code du travail, de l'attribution, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises, au titre de l'abondement et/ou, le cas échéant, de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pour effet de dépasser les limites prévues à l'article L.3332-11 du Code du travail et, en cas d'émission d'actions nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfiques ou primes d'émission nécessaires à la libération desdites actions ;

v. fixer le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de leurs titres ;

vi. constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites et procéder à la modification des statuts ;

vii. à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentations de capital social sur les primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;

viii. d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et la cotation des actions émises et consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts en vertu de la présente délégation.

6. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la quinzième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

#### **VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION**

*(Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-138 du Code de commerce :

1. délègue, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions nouvelles, l'émission étant réservée à une ou plusieurs des catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes : (i) des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail et ayant leur siège social hors de France ; (ii) un ou plusieurs fonds commun de placement ou autre entité de droit français ou étranger, ayant ou non la personnalité juridique, souscrivant pour le compte de personnes désignées au paragraphe (i) précédent, et (iii) un ou plusieurs établissements financiers mandatés par la Société pour proposer aux personnes désignées au paragraphe (i) précédent un dispositif d'actionnariat comparable à ceux proposés aux salariés de la Société en France ;

2. supprime, en faveur desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises en vertu de la présente délégation ;

3. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

4. décide que le montant nominal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée, en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder douze millions d'euros (12 000 000€) ou l'équivalent en toute autre monnaie, étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera (i) sur le plafond nominal de douze millions d'euros (12 000 000€) prévu au paragraphe 3 de la vingtième résolution de la présente Assemblée Générale ainsi que (ii) sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Ces plafonds seront augmentés, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

5. décide que le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation ne pourra être inférieur de plus de 30% à une moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt (20) séances de bourse précédant la date de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni supérieur à cette moyenne. Toutefois, lors de la mise en œuvre de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra réduire le montant de la décote au cas par cas, notamment en raison de contraintes fiscales, sociales, ou comptables applicables dans tel ou tel pays où sont implantées les entités du Groupe participant aux opérations d'augmentation de capital. Par ailleurs, en cas d'opération réalisée dans le cadre de la présente résolution concomitamment à une opération réalisée en application de la vingtième résolution, le prix de souscription des actions émises dans le cadre de la présente résolution pourra être identique au prix de souscription des actions émises sur le fondement de la vingtième résolution ;

6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

i. fixer la liste des bénéficiaires, au sein des catégories de bénéficiaires définies ci-dessus, de chaque émission et le nombre d'actions à souscrire par chacun d'eux, en vertu de la présente délégation de compétence ;

ii. fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix et les dates de souscription, modalités de chaque émission et conditions de souscription, de libération, et de livraison des actions émises en vertu de la présente

délégation de compétence, ainsi que la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;

iii. fixer le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de leurs titres ;

iv. constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites et procéder à la modification des statuts ;

v. à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentations de capital social sur les primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;

vi. d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et la cotation des actions émises et consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts en vertu de la présente délégation.

7. décide que la présente délégation, qui annule et remplace celle consentie par la seizième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

### **VINGT-DEUXIEME RESOLUTION**

*(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en faveur de certains salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés lui étant liées)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration à procéder, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et dans les conditions définies dans la présente résolution, à des attributions gratuites d'actions de la Société existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ;

2. décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder trois pour cent (3%) du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de la décision du Conseil d'administration décidant de leur attribution, et que le montant nominal cumulé des augmentations de capital susceptibles d'en résulter s'imputera sur le plafond nominal global de deux cent millions d'euros (200 000 000€) prévu pour les augmentations de capital au paragraphe 2 de la quatorzième résolution de la présente Assemblée Générale. Il est précisé qu'en tout état de cause le nombre total d'actions attribuées gratuitement ne pourra excéder les limites fixées par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce. Ce plafond ne tient pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés pour préserver les droits éventuels des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions ;

3. décide que le nombre maximum total d'actions pouvant être attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de vingt pour cent (20%) des actions pouvant être attribuées en vertu de la présente autorisation et que l'acquisition définitive des actions attribuées en vertu de la présente autorisation sera soumise à des conditions de performance ;

4. décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an et que la durée minimale de l'obligation de conservation des actions de la Société par les bénéficiaires sera également fixée par le Conseil d'administration, cette durée ne pouvant être inférieure à un an à compter de l'attribution définitive des actions. Toutefois, pour les actions attribuées dont la période d'acquisition serait d'une durée minimum de deux

ans, l'obligation de conservation des actions pourra être réduite ou supprimée de sorte que les actions soient librement cessibles dès leur attribution définitive ;

5. décide par exception, qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, l'attribution définitive des actions pourra intervenir immédiatement et le bénéficiaire concerné ne sera soumis à aucune obligation de conservation des actions qui seront immédiatement cessibles ;

6. décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chacun d'eux, ainsi que les conditions à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive, notamment les conditions de performance pour les attributions aux mandataires sociaux de la Société ;

7. constate que la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires des actions attribuées gratuitement, renonciation expresse des actionnaires (i) à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre attribuées gratuitement, (ii) à la partie des réserves, bénéfiques ou primes qui sera incorporée au capital en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre et (iii) à tout droit sur les actions existantes attribuées gratuitement. L'augmentation de capital correspondante sera définitivement réalisée du seul fait de l'attribution définitive des actions à leurs bénéficiaires ;

8. donne tous pouvoirs, dans les limites fixées ci-dessus, au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, afin de :

- i. déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou existantes ;
- ii. arrêter l'identité des bénéficiaires des attributions d'actions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
- iii. arrêter l'ensemble des termes, modalités et conditions du ou des plans d'actions gratuites ;
- iv. ajuster le nombre d'actions attribuées en cas d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société ayant pour effet de modifier la valeur des actions composant le capital pour préserver les droits des bénéficiaires d'actions attribuées gratuitement ;
- v. fixer les conditions et déterminer les critères, dates et modalités des attributions des actions, notamment la période d'acquisition minimale, ainsi que le cas échéant, la durée de la période de conservation requise pour chaque bénéficiaire, constater les dates d'attribution définitive et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées compte tenu des restrictions légales et prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des attributions envisagées.

9. décide que le Conseil d'administration aura également, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, tous pouvoirs pour imputer, le cas échéant, en cas d'émission d'actions nouvelles, sur les réserves, bénéfiques ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation, procéder aux modifications corrélatives des statuts et de manière générale accomplir tous actes et formalités nécessaires ;

10. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

11. prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 alinéa 1 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution ;

12. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la dix-septième résolution de l'assemblée générale du 20 septembre 2019, est consentie pour une période de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

## VINGT-TROISIEME RESOLUTION

*(Modification de l'article 15 des statuts « Conseil d'administration »)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier le paragraphe 5 de l'article 15 des statuts de la Société comme suit (la partie modifiée est signalée en gras) :

<b>Ancienne rédaction</b>	<b>Nouvelle rédaction</b>
[...] 5. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est maintenu jusqu'à décision nouvelle. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le conseil d'administration.  Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues par la loi. [...]	[...] 5. L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, à titre de <b>rémunération</b> , une somme fixe annuelle, dont le montant est maintenu jusqu'à décision nouvelle. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le conseil d'administration.  Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues par la loi. [...]

## VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

*(Modification de l'article 16 des statuts « Délibérations du Conseil »)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier le paragraphe 1 de l'article 16 des statuts de la Société comme suit (la partie modifiée est signalée en gras) :

<b>Ancienne rédaction</b>	<b>Nouvelle rédaction</b>
[...] 1 - Réunions  Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'un de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, étant précisé que la périodicité et la durée des séances du conseil d'administration doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du conseil.  La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.  La convocation est faite par tous moyens, même verbalement. Le conseil d'administration peut valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés. [...]	[...] 1 - Réunions  Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'un de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, étant précisé que la périodicité et la durée des séances du conseil d'administration doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du conseil.  La réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.  La convocation est faite par tous moyens, même verbalement. Le conseil d'administration peut valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.  <b>Certaines décisions du conseil d'administration peuvent, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et</b>

	<b>réglementaires en vigueur, être prises par consultation écrite des administrateurs.</b> [...]
--	---

## VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

*(Pouvoirs)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

### IX. Tableaux des autorisations financières

<b>a. Tableau des autorisations financières en vigueur à la date de la présente Assemblée Générale et de leur utilisation au cours de l'exercice 2019</b>
---

Le tableau ci-dessous résume les délégations et autorisations financières en cours de validité accordées au Conseil d'administration par l'assemblée générale de la Société et fait apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice 2019
<b>RACHATS D' ACTIONS ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL</b>				
Autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société (programme de rachat d'actions)	20 septembre 2019	18 mois	Dans la limite de 10 % du nombre total des actions composant le capital social ou 5 % du nombre total des actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe	Décision du conseil d'administration du 3 décembre 2019 autorisant le rachat d'actions par la Société dans la limite d'un montant de 2,5 millions d'euros et d'un prix unitaire maximal d'achat (hors frais) de 54 euros, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante, afin d'assurer la liquidité et animer le marché des titres de la Société. Dans ce cadre, la Société a signé le 20 décembre 2019 un contrat de liquidité avec Rothschild Martin Maurel. Ce contrat de liquidité est entré en vigueur le 6 janvier 2020.
Autorisation donnée au conseil d'administration en	20 septembre 2019	26 mois	Dans la limite de 10 % du capital social par 24 mois	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice 2019
vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions autodétenues				
<b>EMISSIONS DE TITRES</b>				
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	20 septembre 2019	26 mois	77,5 millions d'euros  (Soit environ 20 % du capital social)	Néant
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre	20 septembre 2109	26 mois	195 millions d'euros <sup>(1)</sup>  (soit environ 50% du capital)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>	Néant
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de	20 septembre 2019	26 mois	77,5 millions d'euros <sup>(1)</sup>  (soit environ 20% du capital social)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice 2019
capital à émettre, dans le cadre d'offres au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription <sup>(4)</sup>				
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par placements privés visés à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier	20 septembre 2019	26 mois	77,5 millions d'euros <sup>(1)</sup>  (soit environ 20% du capital social)  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>	Néant
Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public ou par placements privés visés à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale	20 septembre 2019	26 mois	10 % du capital par an  750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>	Néant
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de	20 septembre 2019	26 mois	Limite prévue par la réglementation applicable (à ce jour, 15 % de l'émission initiale) <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice 2019
capital avec ou sans droit préférentiel de souscription				
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature	20 septembre 2019	26 mois	10 % du capital <sup>(1)</sup> 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>	Néant
<b>EMISSIONS RESERVEES AUX SALARIES ET AUX DIRIGEANTS DE LA SOCIETE OU DE SOCIETES LIEES</b>				
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers	20 septembre 2019	26 mois	19,5 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 5% du capital social)	Décision du conseil d'administration du 3 décembre 2019 du principe d'une émission d'actions ordinaires au profit des salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise du Groupe.
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée (salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées)	20 septembre 2019	18 mois	19,5 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 5% du capital social)	Néant
Autorisation au Conseil	20 septembre 2019	38 mois	3 % du capital <sup>(1)(3)</sup>	Néant

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée Générale	Durée maximum	Montant nominal maximum	Utilisation au cours de l'exercice 2019
d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions nouvelles ou existantes, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées				
Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options d'achat ou de souscription d'actions aux salariés et mandataires sociaux éligibles du Groupe	20 septembre 2019	38 mois	3% du capital <sup>(1) (3)</sup>	

(1) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 195 millions d'euros s'agissant des augmentations de capital immédiates et/ou à terme.

(2) Le montant nominal maximum global des émissions de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 750 millions d'euros s'agissant des émissions de titres de créances.

(3) Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le plafond commun aux attributions gratuites d'actions et d'options d'achat ou de souscription d'actions fixé à 3 % du capital de la Société.

(4) En ce compris dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (art. L.225-148 du Code de commerce).

## b. Tableau des autorisations financières soumises à l'assemblée générale

Le tableau ci-après résume les délégations et autorisations financières que nous vous proposons de renouveler lors de cette assemblée générale. Il est précisé que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de votre Assemblée Générale, faire usage des délégations présentées ci-dessous à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre. Ces autorisations sont détaillées à la section VIII de la présente brochure de convocation.

RÉSOLUTION	OBJET DE LA DÉLÉGATION	DUREE DE L'AUTORISATION	MONTANT NOMINAL MAXIMUM
<b>RACHATS D' ACTIONS ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL</b>			
11 <sup>ème</sup> résolution	Autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société	18 mois	Dans la limite de 10 % du nombre total des actions composant le capital social ou 5 % du nombre total des actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe
12 <sup>ème</sup> résolution	Autorisation donnée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues	26 mois	Dans la limite de 10 % du capital social par 24 mois
<b>EMISSIONS DE TITRES</b>			
13 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	26 mois	80 millions d'euros (soit environ 20% du capital social)
14 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription	26 mois	200 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 50% du capital social) 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(2)</sup>
15 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par offre au public autres que celle visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription <sup>(4)</sup>	26 mois	80 millions d'euros <sup>(1)(2)</sup> (soit environ 20% du capital social) 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>
16 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de	26 mois	80 millions d'euros <sup>(1)(2)</sup> (soit environ 20% du capital social) 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>

	valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier		
17 <sup>ème</sup> résolution	Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale	26 mois	10 % du capital par an
18 <sup>ème</sup> résolution	Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	26 mois	Limite prévue par la réglementation applicable (à ce jour, 15 % de l'émission initiale) <sup>(1)</sup>
19 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature	26 mois	10 % du capital <sup>(1)</sup> 750 millions d'euros s'agissant des titres de créance <sup>(3)</sup>

**EMISSIONS RESERVEES AUX SALARIES ET AUX DIRIGEANTS DE LA SOCIETE OU DE SOCIETES LIEES**

20 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers	26 mois	12 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 3% du capital social)
21 <sup>ème</sup> résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée (salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées)	18 mois	12 millions d'euros <sup>(1)</sup> (soit environ 3% du capital social)
22 <sup>ème</sup> résolution	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions nouvelles ou existantes, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées	38 mois	3 % du capital <sup>(1)</sup>

(1) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 200 millions d'euros du capital s'agissant des augmentations de capital immédiates et/ou à terme.

(2) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du sous-plafond fixé à 80 millions d'euros du capital pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public.

(3) Le montant nominal maximum global des émissions de titres de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 750 millions d'euros s'agissant des émissions de titres de créances.

(4) En ce compris dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (art. L.225-148 du Code de commerce).

## X. Demande d'envoi de documents et renseignements légaux

### ASSEMBLEE GENERALE MIXTE (ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE)

**Mercredi 10 juin 2020 à 14 heures**

31 Place des Corolles, Tour Carpe  
Diem, Esplanade Nord, 92400  
Courbevoie

**A adresser à :**

**Société Générale Securities Services  
Service Assemblées Générales  
CS 30812  
44308 Nantes Cedex 3**

Je soussigné(e),

Mme,  M.,  Entité,

Nom (ou dénomination sociale) : .....

Prénom : .....

Adresse : .....  
.....

Propriétaire de ..... actions nominatives de la société **Verallia**  
(compte courant nominatif n° ..... )

et/ou de ..... actions au porteur de la société **Verallia**  
détenues chez.....

(les propriétaires d'actions au porteur doivent mentionner les coordonnées de leur établissement financier teneur de compte-titres et joindre une attestation d'inscription en compte délivrée par ce dernier),

- reconnais avoir reçu les documents afférents à l'assemblée générale précitée et visés à l'article R.225-81 du Code de commerce ;
- demande à recevoir, sans frais pour moi, à l'adresse ci-dessus, avant la réunion de l'assemblée générale des actionnaires du 10 juin 2020, les documents et renseignements visés par l'article R.225-83 du Code de commerce, à l'exception de ceux qui étaient annexés au formulaire unique de vote et de procuration par correspondance.

Cette demande d'envoi de documents et renseignements doit avoir été reçue par Société Générale Securities Services au plus tard le samedi 6 juin 2020 afin de pouvoir être prise en compte.

Fait à.....,  
le..... 2020

Signature

NOTA : Les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir l'envoi des documents précités qui seront établis à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures.